

Les Métivier veulent garder le contrôle d'IPL

QUÉBEC — IPL transformera ses actions ordinaires en actions à droit de votes multiples afin que le contrôle de la compagnie demeure entre les mains des actionnaires actuels, la famille Métivier.

par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

La décision a été entérinée hier lors de l'assemblée annuelle de la compagnie par 80,6% des actionnaires minoritaires, dont la Caisse de dépôt et de placement, qui s'oppose généralement à ce genre de pratiques.

Le représentant de la caisse a expliqué au SOLEIL que son organisme fait parfois des exceptions à sa politique générale dans le cas d'entreprises familiales comme IPL dont la croissance serait difficile sans recours aux actions à droit de votes multiples. Cette pratique, connue aussi sous le nom de «pilu-

le empoisonnée» sert surtout à empêcher une prise de contrôle non souhaitée par les actionnaires principaux.

Elle est utilisée couramment au Québec, royaume des entreprises familiales.

Dans le cas d'IPL, la mesure servira uniquement à assurer l'expansion de la compagnie, a assuré son président du conseil, M. Rémi Métivier, qui ne veut pas entendre parler de «pilu-le empoisonnée».

Les trois frères Métivier, qui ont fondé l'entreprise de Saint-Damien, détiennent ensemble plus de 63% du capital-actions. Chacune de ces actions comportera dorénavant dix droits de vote, «ce qui nous permettra d'émettre du capital sans diluer le contrôle», a expliqué M. Métivier.

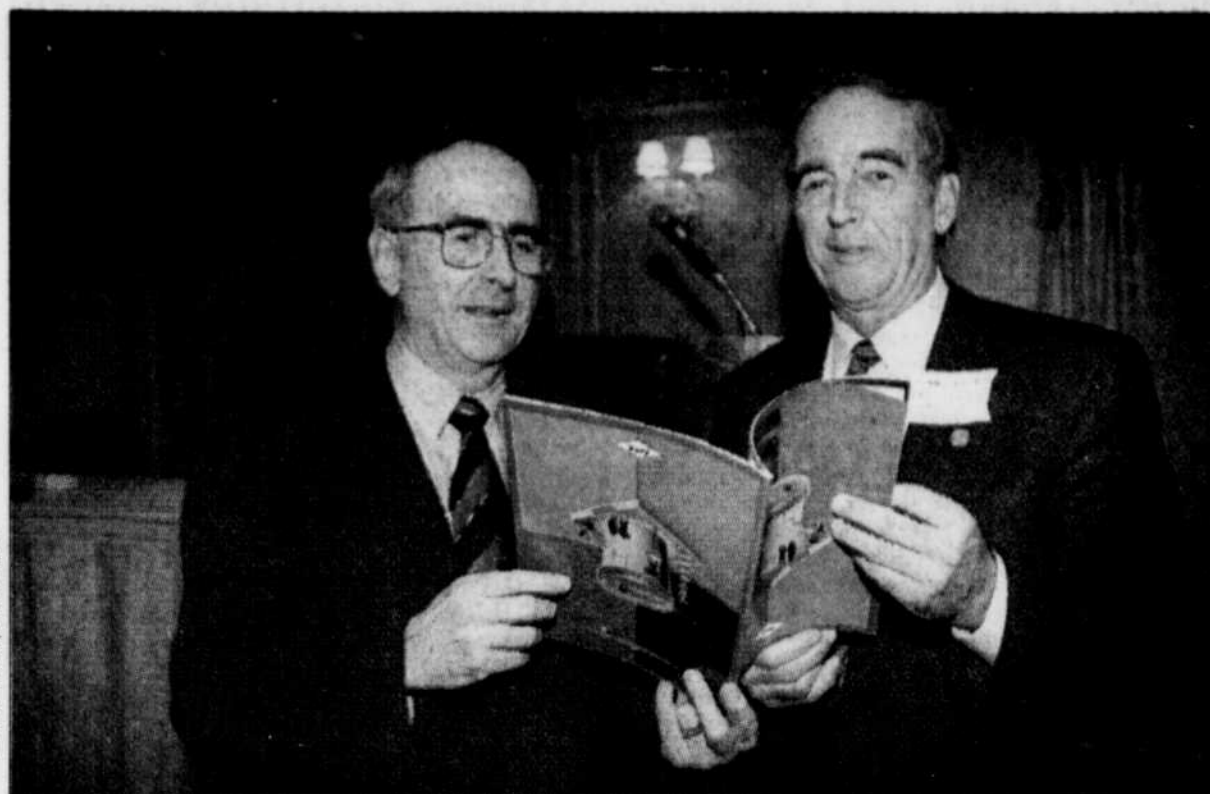
La compagnie, qui cherche à accroître sa présence sur le marché américain, veut être prête à faire une émission d'actions si elle trou-

ve l'acquisition qu'elle cherche dans le secteur de l'emballage. «On est à la chasse», a dit M. Métivier, qui ajoute que ce qu'il cherche n'est pas facile à trouver. IPL a déjà une usine à Worcester au Massachusetts.

La compagnie a connu une bonne année en 1994, avec des ventes en hausse de 15,4%, à 74,9 millions \$ et un bénéfice net de 2,6 millions \$, comparativement à 2,3 millions \$ à l'exercice précédent.

En cours d'exercice, IPL a laissé tomber la fabrication de meubles de jardin, dont la rentabilité n'était pas à la hauteur des attentes. La compagnie est maintenant concentrée dans trois secteurs, l'emballage, la manutention et le moulage sur devis.

À la demande de la compagnie américaine Ahead, IPL a conçu une guitare de plastique moulé qui, une fois munie d'un logiciel, permet à son utilisateur d'accompagner ses musiciens favoris. La compagnie a fabriqué et assemblé 25 000 guitares de ce genre depuis l'automne.



MM. Rémi Métivier, à gauche et Julien Métivier, respectivement président du conseil et président-directeur général du fabricant de produits en plastique IPL.



Le commerce canadien est florissant

OTTAWA (PC) — L'année 1994 a été la plus généreuse de toute l'histoire de l'économie canadienne, du moins au chapitre du commerce des biens.

Des records ont en effet été établis au niveau des exportations, des importations et des surplus commerciaux, signale Statistique Canada, qui précise que de nouveaux sommets ont également été atteints, en décembre dernier, toujours au chapitre des exportations et des importations.

Ces données établissent, selon l'agence fédérale, l'excellente performance économique canadienne, en 1994, une réalisation qui s'appuie sur les exportations vers les États-Unis.

Le Canada a exporté pour 219,4 milliards \$ de biens, en 1994, soit une hausse de 21% sur l'année précédente, qui était également une année record.

Ce sont les ventes de produits automobiles, de machinerie et d'équipement ainsi que de biens industriels qui ont sonné la marche dans ce domaine.

Les exportations, en décembre, ont aussi atteint un nouveau sommet, avec 21,2 milliards \$, soit un septième mois record consécutif à ce chapitre.

Le Canada avait aussi soif d'importations, l'an dernier. Celles-ci ont en effet grimpé à un sommet, soit 202,3 milliards \$, une hausse de 18% sur 1993.

En définitive, le Canada a exporté pour 17,1 milliards \$ plus de marchandises qu'il n'en a importées, soit le meilleur surplus commercial de son histoire.

Ces données ne sont que préliminaires et pourraient être ultérieurement révisées.

Par ailleurs, aux États-Unis, en décembre, le déficit de la balance commerciale américaine s'est accru de 43% en 1994, en grande partie à cause de l'aggravation du déficit des échanges avec le Japon et la Chine, a précisé hier le département du Commerce.

Le déficit commercial américain a baissé de 26,9% en décembre à 7,34 milliards \$, contre 10,04 milliards \$ en novembre. Sur l'ensemble de l'année 1994, il totalise toutefois 10 811 milliards \$ contre 75,73 milliards \$ pour l'année 1993.

Entrevue exclusive de Mac Evans au SOLEIL

Les entreprises québécoises tardent à prendre le virage «spatial»

QUÉBEC — Malgré l'implantation au Québec de l'Agence spatiale, les entreprises québécoises n'ont pas encore augmenté leurs activités dans ce domaine.

par PIERRE ASSELIN
LE SOLEIL

En entrevue au SOLEIL, le président de l'Agence spatiale, M. Mac Evans, indiquait que les entreprises québécoises obtiennent, approximativement, 35% des contrats accordés par l'Agence.

C'est une performance honorable, qui se compare à celle de l'Ontario, mais qui était déjà la même avant que l'agence soit créée et implantée au Québec, à Saint-Hubert.

C'est plutôt dans les Maritimes que l'on a observé un changement à ce niveau, indiquait M. Evans. Ces provinces, totalement absentes du domaine spatial, décrochent aujourd'hui un peu moins de 5% des contrats.

Le Québec est tout de même loin d'être une province néophyte dans le domaine spatial, souligne le président. «Les universités québécoises donnent une priorité plus grande à la formation en aéronautique que dans les autres provinces», observe-t-il. Et de façon générale, les Québécois s'intéresseraient plus à tout ce qui touche l'espace que le reste du pays.

Retombées

Le gouvernement libéral a transformé, l'été dernier, le programme spatial canadien. Pour ce nouveau plan de développement, le budget avait été amputé et le Canada avait réduit sensiblement sa participation au projet de station spatiale américaine.

Ce changement de cap impliquait aussi une nouvelle priorité pour l'agence : générer plus de retombées parmi les entreprises canadiennes, notamment les PME.

Jusqu'ici, admet M. Evans, cette nouvelle orientation n'a pas encore donné ses fruits.

«L'agence n'a pas de programme de communications, pas plus ici au Québec qu'ailleurs au pays, pour montrer aux citoyens ce que nous faisons. Nous avons passé les cinq premières années à bâtir l'agence, déménager le personnel, gérer nos programmes. Maintenant que nous sommes bien établis, nous pourrions mieux nous faire connaître.»

Et les événements devraient se bousculer cette année pour placer l'agence sur le devant de la scène. Les deux satellites de télécommu-

nications mobiles (MSAT) et le premier satellite de télédétection (Radarsat) subiront en effet leur baptême de l'espace en 1995. Le premier MSAT, qui sera américain, doit s'envoler au cours du mois de mars.

Présentement, ces trois satellites se retrouvent dans un même laboratoire, à Ottawa, pour les derniers tests prévus avant le lancement. Reunis, ces trois joujoux représentent un investissement de plus de 1 milliard \$, souligne M. Evans.

Enfin, l'astronaute canadien Chris Hatfield participera cette année à une mission de la navette spatiale américaine, où il commandera le bras articulé lors de l'arrimage avec le vaisseau russe.

Autre époque

Si 1995 sera l'année des lancements, elle marquera aussi le début d'une nouvelle époque pour l'agence comme pour l'industrie.

Car les retombées et l'implication des PME se réalisera une fois que les satellites auront été placés sur leur orbite autour de notre planète.

«Avec Radarsat, c'est une nouvelle industrie qui est en train de voir le jour au Canada, pour la réception et le traitement des données qui seront transmises par les satellites.»

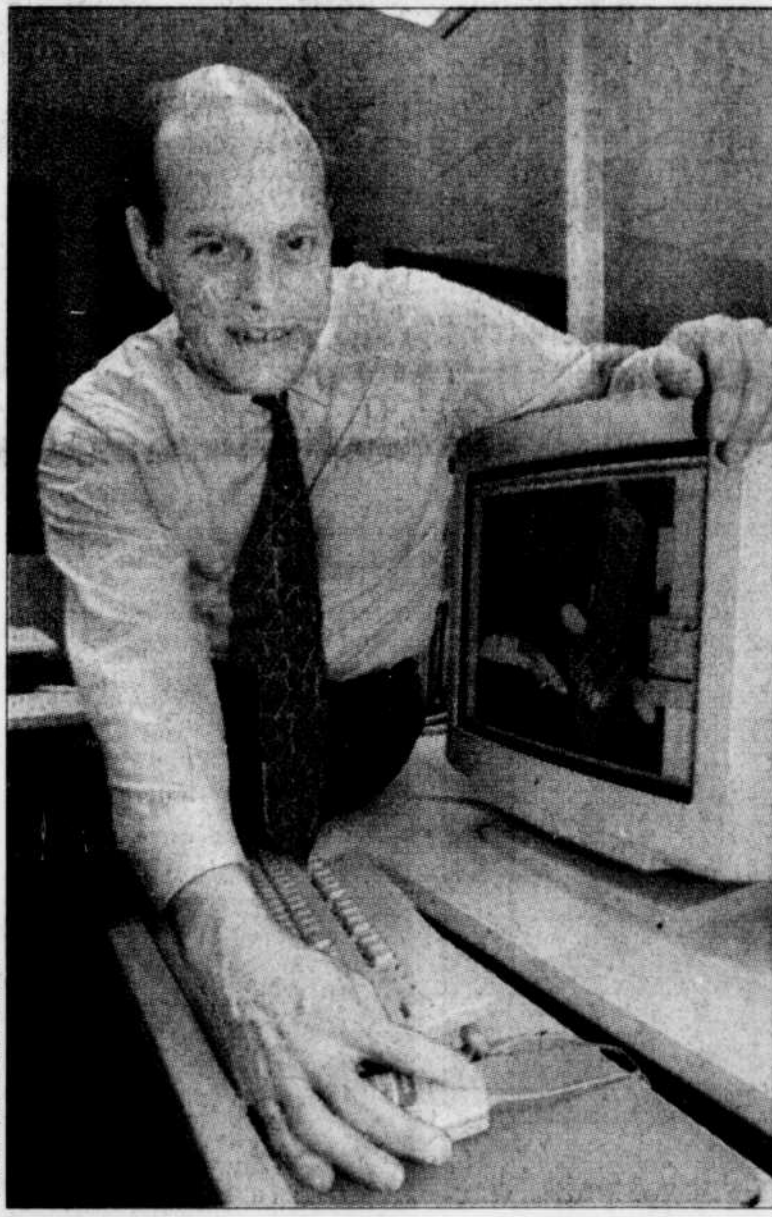
Déjà, plus d'une centaine de compagnies au Canada traitent les données recueillies par les satellites optiques conventionnels. Mais ce sont des satellites qui ne fonctionnent que s'ils peuvent «voir». Les nuages ou l'obscurité les rendent inopérants.

Le nouveau satellite de télédétection recueillera ses données par radar. Beau temps mauvais temps, de jour comme de nuit. Il pourra donc envoyer beaucoup plus d'informations, plus diversifiées, que les satellites actuels. Les ventes de ces données seront aussi beaucoup plus élevées, prévient M. Evans.

Ce satellite sera d'ailleurs contrôlé à partir des locaux de l'agence spatiale à Saint-Hubert, et M. Evans espère que cette opération incitera les citoyens à venir voir par eux-mêmes ce qui se fait là-bas.

Le secteur privé

Le premier Radarsat représente un investissement de 620 millions \$ et sa durée de vie prévue



Le président de l'Agence spatiale canadienne, Mac Evans, a manifesté beaucoup d'intérêt pour la nouvelle technologie utilisée par LE SOLEIL.

est de cinq ans. Si le Canada espère bâtir une industrie à partir de cette technologie, il doit déjà prévoir la succession de ce satellite. Un budget de 240 millions \$ a donc été prévu par Ottawa pour cette deuxième phase. La somme est largement insuffisante, mais Ottawa veut que le secteur privé prenne la relève pour cette nouvelle étape.

Le processus est déjà en marche. L'agence spatiale a invité l'industrie à manifester son intérêt, indique M. Evans. Sur la dizaine de propositions avancées, trois sont jugées «sérieuses» par le président de l'agence. Des discussions sont en cours avec les promoteurs, mais il ne s'agit encore que d'une phase exploratoire.

Il faudra attendre le fonctionnement de Radarsat à l'avant d'étudier des propositions fermes. M.

Evans précise qu'une société commerciale pourrait être mise sur pied, avec l'agence spatiale, pour non seulement opérer le premier satellite mais aussi planifier le second.

Le prochain budget fédéral présente-t-il une menace pour ces projets?

Mac Evans pense qu'il sera impossible d'éviter le couperet, mais il ne s'attend pas à des coupures majeures.

Le gouvernement a déjà réduit son budget voilà moins d'un an et l'agence vient de renégocier sa participation au projet de station spatiale avec les Américains. Mais surtout, précise-t-il, l'agence dépense 85% de son budget en sous-traitants dans le secteur privé, ce qui la rendra sans doute moins vulnérable à la cure d'amalgamation de la fonction publique.

100 millions \$ pour des tronçons ferroviaires

CARLETON — Les dirigeants du consortium montréalais Railmont croient pouvoir finaliser d'ici un an l'achat de quatre tronçons ferroviaires québécois, situés en Gaspésie, en Abitibi, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et en Estrie. La transaction toucherait environ le tiers du réseau ferroviaire québécois et représenterait, selon le porte-parole du consortium, Jean Lamontagne, un investissement supérieur à 100 millions \$.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Le groupe, formé d'hommes d'affaires canadiens, américains et européens, attend, toujours selon M. Lamontagne, que le gouvernement fédéral donne le feu vert à la privatisation d'une partie ou de la totalité du Canadien National, propriétaire des tronçons de la Gaspésie, de l'Abitibi et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le tronçon de l'Estrie appartient au Canadien Pacifique entre Montréal et Sherbrooke.

«En attendant de connaître les lignes qui seront mises en vente, nous consultons les gens des régions en vue de former des conseils qui regroupent les partenaires du développement économique, les expéditeurs de marchandises et les employés de chemin de fer, afin d'identifier les besoins de transport des territoires que nous desservirons», précise Jean Lamontagne.

Le projet est extrêmement ambitieux et constituerait une véritable révolution en matière de transport ferroviaire au Québec, puisque les ventes de tronçons régionaux ont été réalisées au compte-goutte par le CN et le CP au cours des deux dernières années.

Le CP a vendu la ligne reliant Sherbrooke au Maine à une compagnie américaine, en janvier, et un très petit tronçon près de Joliette, l'an passé, alors que le CN a complété en décembre la vente du chemin de fer de Charlevoix.

La marche est conséquemment haute entre ces acquisitions et le projet de Railmont, qui vise de 3000 à 4000 kilomètres de voies ferrées.

M. Lamontagne doit faire face à de nombreux doutes au sujet de la capacité de financement d'une telle initiative, d'autant plus que son projet d'achat du chemin de fer Montréal-Mont-Laurier, le p'tit train du Nord, s'est soldé par un échec il y a quelques années.

CARREFOUR TIERS-MONDE
454, Caron
Québec, Qué. G1K 8K8
Canada
Tél.: (418)647-5853
Fax: (418)647-5719

Pour un monde solidaire
"Si nous ne réussissons pas à intégrer les droits humains dans le nouveau marché planétaire, nous contribuerons à élargir le fossé entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres, entre ceux qui ont des droits et ceux qui n'en ont pas."
Ed Broadbent, directeur du Centre international des droits de la personne

LESOLEIL

Ces messages sont publiés grâce à l'appui de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) mais ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence.

Denise Verreault: seule femme à mener un chantier maritime

LES MÉCHINS — Propulsé au cœur de l'actualité au cours des derniers mois, le Groupe Verreault de Les Méchins demeure, d'abord et avant tout, une entreprise qui n'a pas peur de la compétition.

textes d'HENRI MICHAUD
collaboration spéciale

À la tête d'un groupe qui emploie près de 400 travailleurs, Denise Verreault n'a guère le temps de commenter l'actualité. « Ici, nous travaillons presque toujours à un rythme accéléré, affirme-t-elle. Il faut avoir les nerfs solides et, surtout, faire des déclarations en temps et lieu. »

Mais pas question de comparer le chantier méchin à ses concurrents. « Y-a-t-il une vraie compétition, ou simplement une façade? s'interroge-t-elle. D'ailleurs, les gouvernements ne croient pas que le chantier MIL Davie peut vivre seul. C'est pour cela qu'ils le soutiennent à coups de millions\$. À mon avis, ce chantier pourrait atteindre le seuil de rentabilité. »

Mais la femme d'affaires voit grand. Ses propositions de gestion du chantier lévisien et d'acquisition d'un bloc représentant 20% des actions d'Enerchem, déposées en novembre, ont fait la manchette. « Nous sommes condamnés à prendre de l'expansion. Mais je ne veux pas commenter ces projets, pour le moment. »

Le chantier maritime

Un des fleurons du Groupe Verreault est, sans contredit, son chantier maritime spécialisé dans la réparation de navires. « Le carnet de commandes est plein jusqu'en avril. D'ici quelques jours, le Lucy Maud Montgomery cédera sa place à l'Enerchem Travailleur. L'an dernier, nous avons réparé une trentaine de navires. »

L'actuel propriétaire de la cale sèche, le gouvernement du Québec, tente de s'en départir. Denise

Verreault ne cache pas que des discussions ont eu lieu à ce sujet, mais refuse d'en dévoiler la teneur. La cale mesure 154,23 mètres (506 pi) de long sur 25,91 mètres (85 pi) de large. Le tirant d'eau, à marée haute, est de 6,71 mètres, soit 22 pieds. Le plus long navire à y entrer fut le Cicero, en juin 1994.

Quelque 125 personnes travaillent au chantier maritime. « Ce sont tous des employés vaillants et fiers, affirme la femme d'affaires. L'entreprise est d'ailleurs très exigeante. Nous essayons d'en faire le plus possible avec le minimum de personnel. Nous embauchons seulement lorsqu'il devient impossible de suffire à la tâche. Et ceux qui ne peuvent soutenir ce rythme nous quittent rapidement. »

Chez Verreault Navigation, l'égalité en emploi se vit au quotidien. « Et j'ai bien de la misère à comprendre pourquoi ce n'est pas pareil ailleurs. Par contre, les femmes acceptent difficilement de suivre une formation spécifique si elles n'ont pas l'assurance d'occuper un emploi par la suite. Elles préfèrent travailler tout de suite, même dans des emplois moins rémunérés. » Depuis l'été 1989, le chantier emploie une demi-douzaine de soudeuses.

Le Groupe Verreault exploite aussi une entreprise de dragage. Onze navires, dont trois dragues et six barges autopropulsées, assurent les opérations. « Je souhaite que le gouvernement fédéral se retire de ce secteur d'activité. De plus, il accorde une réduction des droits de douane aux entreprises américaines qui oeuvrent en territoire canadien tandis que nous ne pouvons même pas devenir propriétaire de navires aux États-Unis.

Nous devons donc faire face à une concurrence déloyale mais nous y réussissons quand même, » soutient Denise Verreault.

La qualité

Pour la présidente, le succès du Groupe Verreault repose sur la qualité et la rapidité du travail. « D'ailleurs, notre fierté est la principale garantie offerte à nos clients. Notre récompense la plus chère, c'est de les voir revenir pour d'autres contrats », se plaît-elle à rappeler.

En période de pointe, près de 400 employés y travaillent. Le salaire horaire moyen est de 13,50 \$ l'heure. La présidente de l'entreprise refuse toutefois de dévoiler le chiffre d'affaires: « C'est le secret le mieux gardé de la planète », affirme-t-elle en riant. Mais, à en juger par l'apparent niveau de vie des 1339 habitants des Méchins, les retombées économiques sont importantes.

De la mer à la terre

Le Groupe Verreault possède également six fermes d'élevage dans la région de Mont-Joli.

« C'est un peu mon hobby, ajoute Mme Verreault. Nous avons déjà fait l'acquisition de quelque 1500 brebis et nous espérons atteindre les 5000 têtes d'ici quelques années. Ironiquement, le Québec importe, de Nouvelle-Zélande, une large part de sa consommation d'agneaux. J'y ai vu une belle occasion d'améliorer notre autosuffisance, tout en créant des emplois en région. » Agneaux Verreault occupe une



D'ici quelques jours, le Lucy Maud Montgomery cédera sa place à l'Enerchem Travailleur dans la cale sèche de Verreault Navigation.

superficie totale de 2500 acres, dont 1500 sont cultivés, précise son gérant, Daniel Ouellet. Cinq personnes y trouvent du travail en hiver et une quinzaine d'autres viennent gonfler les effectifs, en période estivale. Nous envisageons également de faire d'autres acquisitions, dès que des fermes seront disponibles dans la région. »

La petite entreprise de transport de pulpe, créée par Charles-Borromée et Anita Verreault en 1949, s'est transformée au fil des ans. En 1958, les pionniers firent l'acquisition d'une drague, d'un remorqueur et d'un chaland. Et, comme il fallait bien réparer les navires quelque part, le chantier maritime a vu le jour. La cale sèche, cons-

truite en 1982, a permis la création de dizaines d'emplois additionnels. Cette année-là, l'épouse et les filles ont dû prendre la relève, à la suite du décès du fondateur de Verreault Navigation. L'actuelle présidente est la seule actionnaire depuis 1989, soit deux ans après que le chantier eut abandonné la construction de navires.

Une vision bien à elle de la souveraineté

LES MÉCHINS — La présidente du Groupe Verreault, Denise Verreault, a une vision bien à elle de la souveraineté.

« Je suis plus souverainiste que tous les Québécois réunis, affirme-t-elle sans ambages. Mais pas de la manière dont les politiciens voient la souveraineté. Je suis souverainiste dans le sens où il faut croire en nous, en nos capacités, à notre succès. »

« Je voudrais que tous développent une mentalité de gagnants et réussissent, ajoute la femme d'affaires aguerrie. Il faut aussi viser l'autosuffisance afin de créer des emplois et d'assurer notre indépendance économique. Plus

nous serons forts, plus nous serons respectés. Et, pour cela, il faut commencer par croire en nous. »

Denise Verreault dit craindre les politiciens passés et présents. « À voir la manière dont ils nous dirigent, ils ne croient pas au Québec. Et ça me fait peur. Ils pensent plus à leur gloire personnelle qu'à l'avenir de la province », conclut-elle.

Membre du comité Le Hir sur la restructuration, la présidente du Groupe Verreault a toujours été reconnue pour ses prises de positions claires et pour son franc-parler.

« Je ne suis pas une superfemme, affirme la présidente du Groupe Verreault. J'ai de l'énergie à revendre, tout simplement. Je travaille environ 70 heures par semaine et, le reste du temps, je le consacre à ma famille. Il m'arrive même, au bureau, de rêver d'être à la maison. »

Ces heures passées auprès des siens, Mme Verreault les apprécie particulièrement. « Lorsque je suis avec ma famille, je m'y consacre à 100%. J'ai un plaisir fou à apprendre à lire et à compter à Victoria, âgée de 30 mois, dit-elle avec un sourire, et les yeux pétillants. La fille de Richard, Rayna, 17 ans, est venue nous rejoindre il y a quelques mois et nous quitterons le Québec pour la Chine, en avril, afin de ramener une autre petite fille. » La cadette de la famille est, elle aussi, d'origine asiatique.

Sur un bureau bien rangé, un carton d'œufs, vide, trahit un

hobby qui lui est cher. « J'aime bien m'occuper des animaux. Nous avons une douzaine de poules, quatre canards et deux chiens. » Elle trouve quand même le temps de pratiquer le ski alpin, en saison. Elle apprécie également ses séances de work-out, dès 6 h 30. « Mais nous avons peu de vie sociale. »

« Elle participe à quelques activités locales, raconte le maire de la municipalité, Donald Grenier. C'est dommage, car nous aimons bien la rencontrer. Elle est aussi reconnue pour sa générosité envers les organismes. »

Une femme occupée

En plus d'assumer la direction du Groupe maritime, Denise Verreault siège aux conseils d'administration de la Compagnie de Gestion de Matane (COGEMA) qui exploite le traversier-rail Matane-Baie-Comeau, de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM), de la Caisse de dépôt et de placement du



Denise Verreault se décrit comme une femme très occupée.

Québec et au comité Le Hir sur la restructuration de l'appareil gouvernemental. Elle a occupé des postes similaires à l'Assurance-vie Desjardins et à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Convictions

« C'est une femme qui a le courage de ses opinions et de ses convictions, affirme pour sa part le recteur de l'UQAR, Marc-André Dionne. En dépit de ses nombreuses occupations, elle a apporté une excellente contribution à l'université. Elle s'exprime clairement, déga-

ge rapidement les éléments essentiels d'une situation et n'aime surtout pas tergiverser. »

La fierté et la détermination, innées chez elle, ont été amplifiées par ses parents: Charles-Borromée et Anita Verreault.

« Les deux avaient beaucoup de caractère et j'ai été élevée là-dedans. Parfois, ça discutait ferme à la maison. » Et, dès l'adolescence, « elle était reconnue pour ses opinions très arrêtées », a confié au SOLEIL un ancien qui fréquentait la même institution.

Denys Goulet, E.E.E.



FÉLICITATIONS

Au nom des associés de la région de Québec de Raymond, Chabot, Martin, Paré, monsieur Laurent Després, c.a., E.E.E., associé responsable des services de consultation financière et de juricomptabilité est fier de vous informer qu'après avoir complété toutes les exigences requises, monsieur Denys Goulet s'est vu décerner le titre d'expert en évaluation d'entreprises par l'Institut Canadien des experts en évaluation d'entreprises.

Monsieur Goulet, détenteur d'un baccalauréat en administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières oeuvre depuis 1989 dans le domaine de l'évaluation d'entreprises, de la juricomptabilité et de l'expertise en matière de quantification de dommages financiers.

En plus des services de vérification et de fiscalité, Raymond, Chabot, Martin, Paré, société en nom collectif, offre une vaste gamme de services de redressement et de consultation: évaluation d'entreprises, quantification de dommages financiers, témoignage d'experts, financement, achat, vente ou regroupement d'entreprises, gestion financière, stratégie et marketing, consultation immobilière, performance organisationnelle, ressources humaines, recrutement, réaffectation et évaluation de cadres.

Félicitations à monsieur Goulet qui, grâce à son expertise, continuera d'offrir à notre clientèle de la région de Québec des services professionnels en évaluation d'entreprises, en quantification de dommages financiers et comme témoin-expert répondant aux plus hauts standards de qualité.

RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF
LA FORCE DU CONSEIL

888, rue Saint-Jean, bureau 200, Québec
G1R 5H6 Tél.: 647-3151



Nous sommes passés maîtres dans l'orchestration de votre REER

REER - Obligations

975%
garanti 10 ans

Taux en vigueur le 17 février 1995, sujet à changement sans préavis.

REER - Fonds international



sans frais
d'entrée
ni de sortie

Toutes
les options
REER sous
un même toit

Les obligations et le fonds international sont deux exemples de placements qui s'incorporent bien dans un portefeuille équilibré. C'est bien connu, la diversification d'un portefeuille assure sécurité et rendement supérieur à long terme. Nous avons donc développé des portefeuilles qui renferment des obligations, des dépôts garantis et des fonds d'investissements pour correspondre à différents profils d'investisseurs.

Venez rencontrer nos conseillers expérimentés. Ils vous aideront à planifier votre retraite et vous guideront dans le choix de placements qui vous conviennent le mieux.

TRUST
PRÊT ET REVENU
une tradition de prospérité

850, place D'Youville, Serge Verreault (418) 692-1221 • Galeries de la Capitale, Ghislain Viel (418) 626-1221 • Carrefour Charlesbourg, Lise Laberge (418) 624-1221 • Place de la Cité, Jean-Guy Filion (418) 652-1221

Le Forum sur les pêches maritimes démarrera sur une jambe

QUÉBEC — Après avoir navigué pendant plusieurs jours dans une zone de forte turbulence, le Forum sur les pêches maritimes aura finalement lieu. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Marcel Landry, y tenait mordicus.

par RÉJEAN LACOMBE
LE SOLEIL

Jusqu'à la dernière minute, il a colmaté les brèches afin d'éviter que la première véritable grande entreprise qu'il a mise sur pied, depuis qu'il occupe cette fonction, pique lamentablement du nez.

Si bien qu'au moment où les travaux débiteront dimanche soir, ce forum apparaîtra comme un écopé et non pas comme un outil efficace pouvant éventuellement servir à tracer la voie à une industrie qui est entrée depuis fort longtemps dans une longue période de convalescence.

Malgré ces nombreux avatars, tous les gens consultés par LE SOLEIL, croient fermement aux vertus d'un tel exercice. Cependant, plusieurs d'entre eux croient qu'à cause de la rocambolesque aventure dans laquelle ont été plongés les fastidieux préparatifs du forum, le ministre aurait dû tout bonnement reporter de quelques mois la tenue de cette rencontre au sommet.

Du pain sur la planche

Il n'en reste pas moins que, malgré tout, ceux et celles qui ont décidé de s'aligner sur la décision du ministre Landry ont du pain sur la planche. Un mot revient continuellement dans les conversations: concertation. C'est là, sans aucun doute, le plus important défi qu'aura à relever ce forum.

L'expérience des dernières semaines démontrent jusqu'à quel point tout est fragile au sein de cette industrie et que les consensus sont aussi lointain que l'Australie.

Tout en notant qu'il y a toujours eu des conflits dans le secteur des pêches, M. Marcel Daneau, professeur à l'université Laval qui a commis quelques livres sur l'industrie des pêches, constate qu'il est possible que l'on aboutisse à une certaine forme de concertation. « Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, j'en doute. »

M. Daneau estime que la tenue d'un forum sur les pêches maritimes est sans aucun doute une bonne chose ne serait-ce que « pour sensibiliser le milieu et le public en général. »

Critique officiel du Parti libéral, le député Georges Farrah croit, lui aussi, en la nécessité d'un tel forum. Cependant, les récents événements l'amènent à pointer du doigt le manque évident de concertation. « Vu la façon dont tout cela a été enclenché, explique-t-il, je pense que ce forum servira davantage à diviser qu'à unir. »

D'après le député des Îles de la Madeleine, le ministre Landry aurait eu avantage à retarder quelque peu la tenue du forum afin de remettre tous les morceaux du casse-tête bien en place. Pour lui, tout cela frise l'improvisation.

Manque de ressources

Mais tous les savants documents publiés depuis quelques années démontrent une chose bien précise: la ressource n'est plus là ou presque. Or, comment faire vivre toute une industrie, à partir du pêcheur, en passant par le transformateur jusqu'à celui qui réalise la mise en marché des produits de la mer, quand le poisson fait défaut?

Une décision d'Alfa Romeo

QUÉBEC — Comme il fallait s'y attendre, la compagnie italienne Fiat cessera la production de voitures Alfa Romeo adaptées pour la vente au Canada et aux États-Unis, à compter de minuit, le 31 décembre 1995.

par MARCEL COLLARD
collaboration spéciale

Les concessionnaires en ont été avisés au cours des derniers jours, dans une lettre plutôt courte qui ne précise pas les raisons de la décision. Il semble qu'elle soit attribuable à un volume insuffisant de ventes et à un manque d'efforts pour se tailler une place sur le marché.

Au bureau de Automobiles Italia, à Québec, M. Richard Racine confirme avoir reçu l'avis qui a été expédié à tous les concessionnaires. Cependant, il dit avoir la certitude du constructeur que le service des pièces continuera à être provisionné. « Nos clients garderont un service après vente de qualité par des techniciens compétents » déclare M. Racine.

Depuis 1992, Automobiles Italia vendait annuellement une vingtaine de voitures par année.



Marcel DANEAU

Cette question sera évidemment omniprésente tout au cours des discussions. Déjà des solutions se pointent. Certains pensent à un approvisionnement venant de l'extérieur du pays pour alimenter nos usines de transformation. Cette formule est déjà en application. Certaines usines font venir leurs morues de... Russie.

Mais le professeur Daneau croit que cette solution ne règlera pas le problème à long terme et qu'en plus elle traîne avec elle un important danger. « C'est, dit-il, un éle-

ment d'incertitude. Dans d'autres pays, comme la Russie, il y a aussi une surexploitation des ressources. On n'est donc pas assuré d'un approvisionnement à long terme. »

M. Daneau constate également que l'industrie québécoise des pêches a grandement changé au fil des années.

Elle n'est plus l'apanage exclusif de la région maritime. « La moitié des usines, souligne l'éminent professeur, se trouvent maintenant en milieu urbain. L'industrie des pêches a pris beaucoup d'expansion. »

Mais avant de s'abandonner totalement à l'approvisionnement extérieur, il serait possible, selon le professeur Daneau, possible d'ex-

ploiter davantage des espèces comme le hareng et le maquereau.

D'autres étapes

Mais de l'avis même du ministre Landry, ce forum aura des lendemains. « Ce n'est pas un aboutissement, dit-il, mais le début d'un processus. Tous les problèmes ne seront pas réglés à cette table. Mais nous nous donnerons un mécanisme pour les traiter, dans le cadre duquel tous les secteurs de l'industrie pourront contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des solutions. »

Toutefois, le discours du ministre véhicule beaucoup d'incertitudes pour l'opposition. M. Farrah

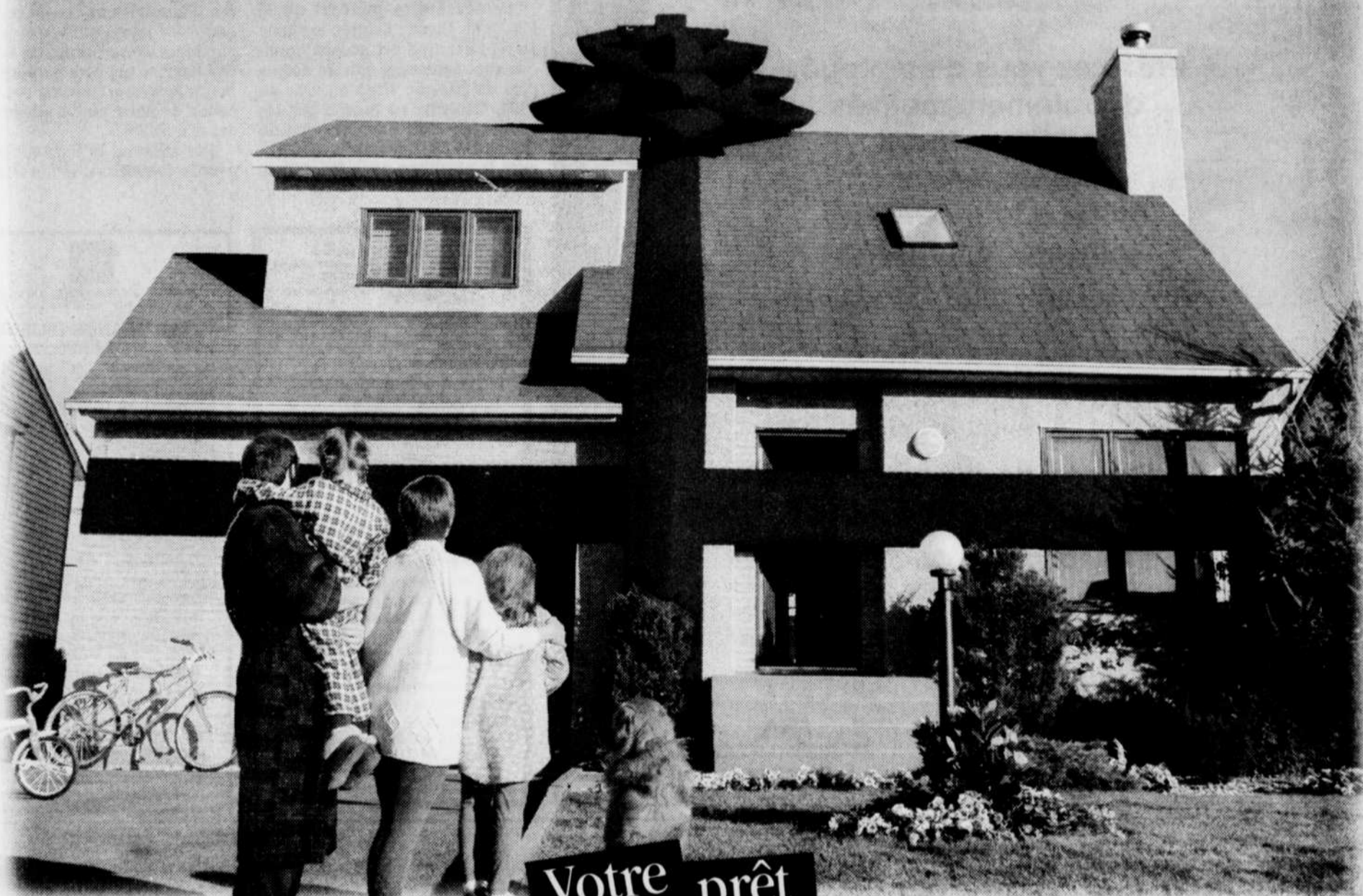
croit que tout ce déploiement n'est rien d'autre qu'un feu d'artifice politique du ministre.

Fins politiques

« Je suis convaincu, dit-il, que tout cela a été préparé à des fins politiques. C'est la raison pour laquelle le ministre a tout fait pour que le forum soit tenu avant le référendum. C'est cela qui nous inquiète. »

À la lumière de toutes les démarches, parfois malhabiles, parfois boiteuses, qui ont accompagné les préparatifs du forum, on constate une chose importante: il est né dans la controverse et il risque également de se dérouler dans la controverse.

Le plus grand prêteur hypothécaire vous fait le plus grand des cadeaux!



Votre prêt hypothécaire pourrait être remboursé automatiquement!

GAGNANT DU MOIS DE JANVIER:
Richard Palin et Marie-Claude Lussier
Caisse populaire de Saint-Isidore de La Prairie
FÉLICITATIONS!

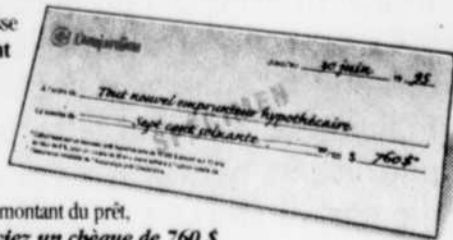
Si vous détenez un prêt hypothécaire à la caisse Desjardins ou si vous prenez un prêt hypothécaire d'ici le 30 juin 1995, vous pourriez gagner le solde de votre prêt hypothécaire jusqu'à concurrence de 100 000 \$, selon les modalités suivantes:

1/3 Un tiers du solde de votre prêt hypothécaire (maximum 1/3 de 100 000 \$) pourrait être remboursé d'un coup à la condition qu'il ait été contracté dans une caisse Desjardins participante.

1/3 Un autre tiers sera remboursé si votre prêt hypothécaire comporte l'Assurance prêt Desjardins (assurance vie et assurance invalidité) de l'AVDL.

1/3 Vous obtiendrez le remboursement d'un tiers additionnel si votre habitation est assurée par les Assurances générales des caisses Desjardins.


Jusqu'au 30 juin 1995, la caisse Desjardins offre gratuitement l'assurance invalidité¹ de l'Assurance prêt Desjardins pour 12 mois à tout nouveau détenteur d'un prêt hypothécaire. Selon le nombre d'emprunteurs, leur âge et le montant du prêt, c'est comme si vous receviez un chèque de 760 \$ et même plus.*



1 Conditions particulières: • Pour bénéficier de cette offre, l'emprunteur doit préalablement adhérer à l'assurance vie de l'Assurance prêt Desjardins, remplir une demande d'assurance et satisfaire aux conditions d'admissibilité et d'assurabilité. • La caisse se réserve le droit de mettre fin en tout temps à cette promotion.
* Offerte par AVDL. Calcul basé sur un nouveau prêt hypothécaire de 70 000 \$ assorti sur 15 ans au taux de 8 %, pour un couple de 30 ans ayant adhéré à l'option totale de l'assurance invalidité de l'Assurance prêt Desjardins.


Un gagnant par mois jusqu'au 30 juin 1995

Concours réservé aux particuliers et pour une habitation de type propriétaire-occupant de 4 logements ou moins. Le règlement du concours est disponible dans les caisses Desjardins participantes.

 La caisse populaire Desjardins

PRÊTS et FINANCEMENT Desjardins

Des conseils avant tout.

 Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Les certificats de placement sont préférés aux fonds mutuels

TORONTO — Les investisseurs s'arrachent les certificats de placement garantis et délaissent les fonds mutuels dans ce qui promet d'être une ruée finale sur les REER plus frénétique que d'habitude.

par ANNE-MARIE TOBIN
de la Presse canadienne

Les banques et les sociétés de fiducie disent que certains Canadiens sont encore assis sur leurs épargnes, attendant le plus possible avant la date-butoir du 1er mars pour effectuer leurs contributions

de 1994 en espérant que les taux d'intérêt fassent un nouveau bond.

« À cause de la volatilité des taux, nous voyons — plus qu'au cours des années précédentes — que les gens attendent la dernière semaine », a déclaré Bernard Roy, vice-président adjoint des services de placements à terme et de retraite au Canada Trust.

« On peut le constater par le niveau des ventes qui est en quelque sorte moins important que l'année dernière. »

Le rendement de la plupart des fonds mutuels a été décevant l'année dernière, ce qui s'est traduit par un intérêt marqué des investisseurs pour les CPG qui offrent des taux d'intérêt attractifs — dans les 7 à 9 %.

Dans l'ensemble, les investisseurs ont retiré 1,25 milliard \$ des fonds mutuels en janvier, d'après les chiffres de l'Institut des fonds

d'investissement du Canada. Ceux qui ont tendance à abandonner les fonds mutuels sont des investisseurs qui y ont placé des fonds pour la première fois l'année dernière, qui ont subi des pertes importantes et qui ne sont pas habitués aux fluctuations du marché, a expliqué Martin Venema, directeur adjoint des services d'épargne-retraite à la Banque Royale.

M. Roy a dit que cette année est vraiment l'année des CPG en ce qui a trait aux régimes enregistrés d'épargne-retraite.

« On est presque aux antipodes par rapport à l'année dernière, qui a été l'année des fonds mutuels », a-t-il souligné. « Ce n'est pas surprenant, parce que c'est très facile actuellement d'obtenir un taux de 9 % ferme pour une période de cinq ans. »

L'année dernière, les experts de l'industrie ont constaté qu'environ 70 à 75 % des ventes de REER se sont dirigées vers les fonds mutuels.

Moody's, l'agence de cotation de crédit de New York, a averti jeudi que le Canada pourrait perdre sa cote maximum AAA, ce qui a poussé les investisseurs à se débarrasser de leurs valeurs en dollars canadiens. D'après les experts, on pourrait bien assister à une hausse d'un demi-point du taux préférentiel avant le dépôt du budget du ministre des Finances, Paul Martin, plus tard ce mois-ci.

Les investisseurs font également face à l'incertitude au sujet de la possibilité d'un changement des règles en ce qui a trait à la limitation des contributions aux REER.

« La plupart des planificateurs financiers conseillent aux gens

d'effectuer leurs contributions pour 1994 et 1995 avant le budget », a indiqué Janet White, directrice des produits d'investissement à la Banque de Montréal.

« Quant à savoir si les gens peuvent se permettre de le faire, c'est une autre affaire. »

M. Venema a encouragé les gens à contribuer le maximum. « Servez-vous en ou courez le risque de ne plus y avoir droit », a-t-il dit.

La Banque Royale a comparé les ventes de REER des six premières semaines de 1995 aux six premières semaines de 1994 et découvert que la contribution moyenne a grimpé de 10 %.

La banque a constaté une hausse de 25 % dans le nombre de gens demandant des prêts pour être en mesure d'effectuer leur contribution.

POUR UN RECRUTEMENT GRATUIT ET EFFICACE

NOUVEAU MODE D'EMPLOI D'ÉTÉ 1995

Engagez
des étudiants et des étudiantes
des facultés
des Sciences de l'administration
et des Sciences et de génie.

Prévaliez-vous d'employés
doublement motivés
en leur offrant
une expérience
reliée à leur carrière,
qui sera rémunérée
et éventuellement créditée.

CONTACTEZ-NOUS SANS TARDER

Service de placement
de l'Université Laval

Téléphone : 656-3575
Télécopieur : 656-2813



LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI

Faculté
des sciences
et de génie

FSA
Faculté des sciences de l'administration
Compétitivité et entrepreneurship

Le sirop d'érable à 1,52 \$ la livre

QUÉBEC — La vente du sirop d'érable provenant de la récolte de 1995 sera soumise à un prix cible, qu'acheteurs et producteurs ont établi à 1,52 \$ la livre.

par RÉJEAN LACOMBE
LE SOLEIL

Ce prix cible est contenu à l'intérieur d'une fourchette de prix. Ainsi, le prix minimum atteint 1,35 \$ la livre et le prix maximum se situe à 1,71 \$ la livre.

L'établissement de ces prix ont fait l'objet d'intenses négociations depuis novembre dernier entre les représentants de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) et des acheteurs canadiens et américains.

Le secrétaire général de la FPAQ, M. Claude Lussier, explique au SOLEIL que cet accord implique sept acheteurs qui ont acquis plus de 90 % du sirop en vrac en 1994. L'entente ne touche que les producteurs de sirop en vrac du Québec. « En novembre, d'expliquer le président de la fédération,

M. Pierre Lemieux, la fédération a pris l'initiative de rencontrer les principaux acheteurs afin de trouver des moyens de réduire l'instabilité pour nos acériculteurs. Ce furent de longues discussions. Mais il m'apparaît bénéfique pour toute l'industrie d'en être arrivé à une entente sur les prix. »

Éviter l'effondrement

M. Lussier explique, pour sa part, que le fait d'avoir établi un prix minimum permettra d'éviter un effondrement des prix dans le cas d'une forte année de production. « À l'inverse, dit-il, si la production s'avère faible, on évitera une flambée qui peut paraître intéressante à court terme, mais qui risque de nuire au développement des marchés. »

Par ailleurs, le Regroupement pour la commercialisation des pro-

ducts de l'érable du Québec (RCPEQ) aura un important rôle d'arbitre à jouer dans la mise en application du système. M. Lussier souligne que, pour assurer un respect de ces prix minimums et maximums, le RCPEQ achètera ou vendra, selon le cas, du sirop de réserve, afin de maintenir les prix à l'intérieur de l'écart négocié.

Ainsi, si la production de sirop d'érable est très bonne et risque de faire tomber les prix, le regroupement pourra à ce moment acheter une bonne partie de la production excédentaire. Si au contraire, la récolte est minime, le regroupement pourra alors vendre une partie du sirop qu'il possède en réserve.

« Cette entente sur les prix, de dire M. Lemieux, cherche à instaurer un peu plus de stabilité dans l'industrie. C'est en réduisant les fluctuations de prix que nous pourrions conserver nos marchés tout en accroissant graduellement la production québécoise. »

F2 FÉDÉRATION DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC INC. (Section de Québec)

LE GROUPE D'INTÉRÊT EN GÉNIE LOGICIEL (GIGL)

en collaboration avec le Centre d'intérêt sur les métriques (CIM) vous invitent à participer à une demi-journée sur **LES MESURES EN GÉNIE LOGICIEL**

Le jeudi 28 février 1995

CONFÉRENCIERS:
Monsieur Alain Abran, Président, CIM et Professeur à la maîtrise en génie logiciel de l'Université du Québec à Montréal
Monsieur Jean-Marc Deshamais, Vice-président du CIM et Président de la firme LMAGL (Laboratoire de métriques appliquées en gestion du logiciel)

LIEU: Pavillon La Laurentienne (local 1415) Université Laval


HEURE: 13h30 à 16h30

COÛTS: MEMBRE: 16 \$
NON-MEMBRES: 30 \$
ÉTUDIANTS À TEMPS COMPLET: 10 \$

Pour réservation: 684-0248, téléc.: 684-0250

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

LES GRANDS ENJEUX
«1995 - Année référendaire.»




Monsieur Daniel Johnson
Chef de l'Opposition officielle et Chef du Parti Libéral du Québec

Petit-déjeuner interactif
Le mercredi 22 février 1995
De 7h30 à 9h
Loews Le Concorde,
Salle Jean-Paul Lemieux
25 \$ (taxes incluses)

À vous maintenant de poser les questions!
Réservations: 692-3853

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

DÉJEUNER-CAUSERIE
«Le nouvel ordre financier... évolution ou révolution?»




Monsieur Robert Panet-Raymond
Premier vice-président, Entreprises Banque CIBC

Date: Le mardi 21 février 1995
Heure: De 11h30 à 13h30
Lieu: Château-Frontenac, Salle de Bal

Coût: Membres: 39,88 \$
Non-membres: 45,58 \$
numéro de TPS: R106905888
numéro de TVQ: 1008176830

Réservations: 692-3853



Le Fonds d'obligations d'État à court terme Altamira

NOUVELLE POSSIBILITÉ DE DIVERSIFIER VOS PLACEMENTS

L'objectif principal du Fonds d'obligations d'État à court terme est de maximiser le revenu tout en préservant le capital et la liquidité. Le Fonds effectuera des placements surtout dans des titres d'emprunt émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou des États-Unis.

Appelez-nous pour obtenir une trousse d'information GRATUITE ou, si vous le désirez, demandez à l'un de nos spécialistes en REER de vous donner de plus amples renseignements sur nos fonds communs de placement sans commission.

Au Québec, composez le 1-800-361-2354.

La valeur des parts et le rendement des placements du Fonds d'obligations d'État à court terme Altamira varieront. Les fonds communs de placement sont vendus uniquement par voie de prospectus. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants que nous vous recommandons de lire attentivement avant de souscrire. Tous les fonds communs de placement Altamira sont sans commission; seuls des frais d'ouverture de compte uniques de 40 \$ s'appliquent.

Nous offrons aussi des ateliers gratuits dans le but de vous aider à planifier vos placements.

REER Altamira

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, type, and performance metrics. Includes sections for 'Fonds de placement', 'Fonds de croissance', and 'Fonds de revenu'.

Table of mutual funds with columns for fund name, type, and performance metrics. Includes sections for 'Fonds de placement', 'Fonds de croissance', and 'Fonds de revenu'.

Table of mutual funds with columns for fund name, type, and performance metrics. Includes sections for 'Fonds de placement', 'Fonds de croissance', and 'Fonds de revenu'.

OPTIONS NÉGOCIÉES

Table of negotiable options with columns for stock symbol, option type, and price. Includes sections for 'Options de TransCanada' and 'Options de CIBC'.

OBLIGATIONS

Table of bonds with columns for issuer, bond type, and interest rate. Includes sections for 'Obligations provinciales' and 'Obligations fédérales'.

BÉNÉFICES

Table of dividend-paying stocks with columns for stock symbol, company name, and dividend amount.

TORONTO

Table of Toronto stock market data with columns for stock symbol, price, and change. Includes sections for 'Actions', 'Options', and 'Obligations'.

OBLIGATIONS

Table of bond market data with columns for bond type, issuer, and interest rate.

TITRES AU COMPTOIR

Table of over-the-counter securities with columns for stock symbol, company name, and price.

EN UN CLIN D'OEIL

Chaussés au Québec

ACTON VALE (PC) — Les soldats de l'armée australienne seront chaussés québécois, du moins en partie. La compagnie Caoutchoucs Acton vient de signer un contrat de 700 000 \$ avec l'Australie pour la vente de 22 000 paires de couvertures à l'épreuve des gaz toxiques. L'armée australienne devient la 21e armée à acheter ce produit mis au point par l'entreprise d'Acton Vale.

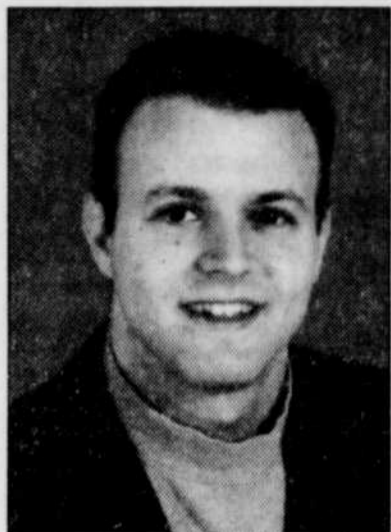
Castor Bricoleur

QUÉBEC — Le Castor Bricoleur de Place Lebourgneuf est toujours ouvert, tient à préciser le directeur du magasin, M. Stéphane Lavoie. Dans un texte, publié hier, concernant l'ouverture prochaine de la quincaillerie à grande surface Réno-Dépôt, un phrase laissait croire que ce magasin avait fermé ses portes. La compagnie Beaver Lumber, propriétaire du magasin, n'a pas encore fait connaître sa décision quant à l'avenir de ce Castor Bricoleur. Pour l'instant, Beaver Lumber a mis la clé dans la porte du Castor Bricoleur de Sainte-Foy.

Prévisions de la CIBC

TORONTO (PC) — De toutes les provinces canadiennes, l'Ontario sera la championne de la reprise économique au cours des deux

prochaines années, avec un taux de croissance de 4 % en 1995 et 3,6 % en 1996. Mais le Québec sera juste derrière elle, avec un taux de croissance de 3,5 % en 1995 et 3,2 % en 1996. Sauf que le Québec n'obtiendra pas la moitié des nouveaux emplois qui seront créés en Ontario au cours de ces années. Voilà ce qui se dégage d'une étude que la banque CIBC a publiée cette semaine.



David WEISER

Jeune personnalité

QUÉBEC — Le président de Megaton Entertainment Group, David Weiser, a été proclamé hier

soir Jeune personnalité d'affaires 94 de la Jeune chambre de commerce du Québec métro, lors d'une soirée réunissant plus de 400 personnes. Megaton produit des dessins animés interactifs. Traduits en cinq langues, ces produits sont distribués partout dans le monde. Les organisateurs ont noté le dynamisme, la maturité et le savoir-faire de M. Weiser et sa contribution au rayonnement international de la région de Québec; il a été présenté comme un modèle pour la jeune génération d'entrepreneurs. La Jeune chambre compte près de 600 membres âgés de 20 à 35 ans dans la région de Québec. Tout au long de l'année, l'organisme honore un membre par mois et proclame parmi eux la personnalité de l'année.

Indicateur de croissance CIBC

MONTREAL (PC) — L'indicateur de la croissance économique canadienne utilisé par la CIBC, NeuroEco, a enregistré une progression de 5,9 % en février, comparativement à 5,8 % le mois précédent, a fait savoir la banque hier à Montréal. Depuis plusieurs mois, cet indicateur laissait présager une croissance vigoureuse et soutenue pour 1995, a précisé la CIBC. Par ailleurs, NeuroPrix, l'indicateur élaboré par la banque pour suivre l'évolution de l'inflation, a progressé de 2,2 % en février, contre 1,7 % en janvier.

Entente entre Quebecor et St-Rémy

MONTREAL (PC) — Quebecor Multimédia a annoncé hier à Montréal l'acquisition de 51 % des actions ordinaires de la maison d'édition montréalaise Les Publications St-Rémy. Coéditeur de livres et de CD-ROM, Les Publications St-Rémy avait récemment fait l'acquisition de Procomad, un concepteur de logiciels spécialisés pour la gestion de bases de données graphiques, a précisé Quebecor Multimédia par voie de communiqué. Quebecor Multimédia est une filiale de Quebecor.

Bombardier et le Global Express

MONTREAL (PC) — La production du premier biréacteur d'affaires Global Express, de Bombardier, est en cours depuis cette semaine, a fait savoir hier à Montréal le Groupe aéronautique, Amérique du Nord, de Bombardier. La société japonaise Mitsubishi Heavy Industries, qui participe au projet Global Express, a entrepris l'usinage des revêtements de la voilure — entièrement en aluminium — de l'appareil, dans son usine de Nagoya, a précisé le Groupe aéronautique. Le Global Express est conçu pour transporter huit passagers et quatre membres d'équipage sur des parcours de 12 000 km, sans escale et à une vitesse pouvant atteindre Mach 0,88.

DIVIDENDES

Fletcher Challenge Investments II Inc. : séries B échangeables, 1,94. Payable le 29 avril. Inscription le 15 avril.

MÉTAUX

LONDRES (AP) — Le prix des métaux sur le marché de Londres en dollar américain par tonne : cuivre 1'15-1616 et plomb 401-402 ; zinc 923-933, aluminium 1094-1095 et nickel 4582-4585.

DENRÉES

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmises hier, par le ministère fédéral de l'Agriculture : Pommes de terre (prix du grossiste au détaillant, marché de Montréal): Québec, lavées: 6,75-7,75 le 50 lb, 3,08-3,14 le 20 lb, 1,56-1,78 le 10 lb, 7,75-8,19 extra-grosses le 50 lb, 10,04-11,7 310x5, 12 255x10 lb; Ile du Prince-Édouard, brossées: 7,75-9,97 le 50 lb; 3,55-3,85 le 20 lb, 1,81-2,05 le 10 lb; 8,63 extra-grosses le 50 lb, 11,55-13,6 310x5 lb, 10,69-11 885x10 lb; Québec, rouges-lavées: 2,10-2,15 le 10 lb, 10,25-11,13 extra-grosses le 50 lb, 10,63-12,710x5 lb, 10,25-11 735x10 lb.

CÉRÉALES

WINNIPEG (PC) — Les cours ont chuté de façon variée sur le marché des denrées de Winnipeg, hier, au terme d'une séance modérée de transactions. Le lin pour livraison en mars a gagné 1,00\$, clôture à 33 950\$. Le canola pour livraison en mars a perdu 2,00\$, clôture à 44 320\$. Le seigle pour livraison en mars est resté stable, clôture à 12 500\$. Le blé pour livraison en mars a perdu 1,00\$, clôture à 14 950\$. L'avoine pour livraison en mars a perdu 1,10\$, clôture à 10 400\$. L'orge pour livraison en mars a gagné 50c, clôture à 92,00\$. L'orge de l'Ouest pour livraison en février est demeuré stable, clôture à 12 440\$.

CHICAGO (AP) — Les cours ont chuté à la baisse, hier, sur le marché des denrées de Chicago.

Le prix du blé pour livraison en mars est demeuré stable, clôture à 366 3/4 \$ US le boisseau; le maïs pour livraison en mars a perdu 1/2c, clôture à 232 1/4 \$ le boisseau; l'avoine pour livraison en mars a perdu 1/2c, clôture à 119 1/2 \$ le boisseau; le soja pour livraison en mars a perdu 1/2c, clôture à 5,55 \$ le boisseau.

FRUITS ET LÉGUMES

MONTREAL (PC) — Voici une liste partielle des prix des fruits et légumes du Québec vendus par les grossistes, hier, dans la région montréalaise.

Fruits
Pommes, Cariland: 20 005x4 lb
Pommes, Empire: 197 512x3 lb
Pommes, McIntosh: 15,63-200 012x3 lb
Pommes, Spartan: 200 012x3 lb
Tomates, hydro, rouges: 29,50-34,70 \$ le ctn de 15 lb

Légumes
Béarnaises: 7,17 \$ le sac de 25 lb
Carottes, minis: 15,69-17,60 \$ le ctn de 20x12 oz
Choux verts: 5,45 \$ le sac de 50 lb
Choux rouges: 15,00-17,82 \$ le ctn 40 lb
Échalotes: 11,83 \$ le 10 lb
Endives: 9,49-10,10 \$ le 5 lb
Germe d'haricots: 10,95 \$ le 28 lb
Laitue, Boston de serre: 12,50-13,35 \$ le ctn de 12

Laitue, Boston, hydro: 10,00-12,13 \$ le ctn de 12
Laitue en feuilles, hydro: 15,88-18,13 \$ le ctn de 24
Navets blancs: 6,75-7,83 \$ le sac de 25 lb
Oignons (francs): 10,46-121 224x2 lb
Poireaux: 7,42-8,80 \$ le ps de 12
Rutabagas: 7,46-9,57 \$ le 50 lb
Miel blanc lia.: 39,75-408 012x750g.

MONNAIES

TORONTO (PC) — Voici les taux des devises étrangères tel que fournis hier par la Banque de Montréal. Les cotes sont en devise canadienne. Les taux sont qualifiés de nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

x-Taux mensuel	0,4219
Afrique du Sud (rand)	0,9471
Allemagne (mark)	0,9471
Arabie saoudite (rial)	0,3665
Australie (dollar)	0,7078
Autriche (schilling)	0,1393
Bahrein (dinar)	0,3747
Barbade (dollar)	0,7286
Belgique (franc)	0,0474
Bermudes (dollar)	1,4312
Bresil (real)	1,7350
Bulgarie (lev)	0,0216
Canada (dollar)	0,5391
Chine (renminbi)	0,1729
Colombie (peso)	0,0018
Corée (won)	0,0018
Danemark (couronne)	0,2490
E.A.U. (dollar)	0,3674
Espagne (peseta)	0,0179
États-Unis (dollar)	1,4027
Europe (ECU)	1,7660
Fidji (dollar)	0,2216
Finlande (mark)	0,3168
France (franc)	0,2722
Grèce (drachme)	0,0045
Guyane (dollar)	0,0132
Hong Kong (dollar)	0,1885
Hongrie (forint)	0,0188
Inde (roupie)	0,0477
Indonésie (rupiah)	0,0002
Irak (dinar)	2,3771
Irlande (livre)	2,2897
Israël (nouveau shekel)	0,4777
Italie (lire)	0,0001
Jamaïque (dollar)	0,0087
Japan (yen)	0,0142
Kenya (shilling)	0,0327
Koweït (dinar)	4,7614
Liban (livre)	0,00867
Malaisie (ringgit)	0,5687
Mexique (peso)	0,2485
Norvège (couronne)	0,2233
Nouvelle-Zélande (dollar)	0,9272
Pakistan (roupie)	0,0092
Pays Bas (florin)	0,8752
Philippines (peso)	0,0570
Pologne (zloty)	0,5817
Portugal (escudo)	0,0059
Rep Tchèque (couronne)	0,0519
Roumanie (leu)	0,00074
Royaume-Uni (livre)	12,2170
Russie (rouble)	0,000329
Singapour (dollar)	0,9948
Slovaquie (couronne)	30,461
Suède (couronne)	0,1989
Suisse (franc)	1,1585
Taiwan (dollar)	0,0545
Tanzanie (shilling)	0,0039
Thaïlande (baht)	0,05702
Trinité-Tobago (dollar)	0,2564
Turquie (livre)	0,000348
Venezuela (bolivar)	0,00317

À VENDRE
Entreprise d'électricité établie avec clientèle, située banlieue de Québec, exécute travaux d'électricité / chauffage, résidentiel, commercial, industriel, le tout en opération.
Accepterait de rester partenaire.
Écrire: C.P. 51, Loretteville G2B 3W6

Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy
PETIT-DÉJEUNER CONFÉRENCE
MONSIEUR MICHEL NADEAU
Premier vice-président Planification des investissements et Affaires stratégiques Caisse de dépôt et placement du Québec
MONSIEUR DONALD G. WAYLAND
Professeur titulaire, Département de management de l'Université Laval
Thème: L'éthique au travail: Les gens d'affaires ont-ils une conscience?
DATE: Le jeudi 23 février 1995 à 7h30
ENDROIT: Hôtel Holiday Inn - Ste-Foy 3125, boul. Hochelaga - Sainte-Foy
COLLABORATION: CANTEL, IFC, UNIV. LAVAL
RÉSERVATIONS: Jocelyne Dufour, 651-7181
COÛTS: 155 (Taxes incluses)
Prochain petit déjeuner-conférence "Le mariage", le 23 mars à 7h30, au Holiday Inn Ste-Foy.

Blouin, Potvin, & associés.
Comptables agréés.
M. Sylvain Trépanier, CA
Les associés de Blouin, Potvin, & associés sont heureux d'annoncer que monsieur Sylvain Trépanier, CA, est maintenant associé au sein de leur cabinet. Monsieur Trépanier oeuvre dans le domaine des affaires depuis près de dix ans dont les sept dernières années à l'emploi de Blouin, Potvin, & associés. Il est membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec depuis 1988. Blouin, Potvin, & associés offre des services de vérification, de comptabilité, de fiscalité ainsi que de consultation en financement, achat et vente d'entreprises. Les bureaux sont situés au 2795, boul. Laurier, bureau 490, Sainte-Foy (Québec) G1V 4M7
Téléphone: (418) 651-0405

Que-Bourg Auto vous fait une offre inimaginable sur ses 3 derniers modèles Audi 1994.

Audi 90-S 1994
Rabais de 6000 \$

Audi 90-S Quattro Sport 1994
Rabais de 6500 \$

Audi 100 CS Quattro Familiale 1994
Rabais de 10 000 \$

Que-Bourg Auto (1984) Ltée
L'UNIQUE CONCESSIONNAIRE AUDI À QUÉBEC
7777, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg (Québec)
(418) 626-7777

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN
SÉMINAIRE
«EXPOSER A UNE FOIRE COMMERCIALE»
Sachez tirer profit de cet outil de marketing peu coûteux et très rentable que représente la foire commerciale.
Le jeudi 23 février 1995, De 8h30 à 16h00
Holiday Inn Ste-Foy
3125, rue Hochelaga
142,44\$
(taxes, matériel pédagogique, pauses-café et buffet inclus)
Chaque participant recevra gratuitement le «Guide de l'exposant»
RÉSERVATION : 692-3853
Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires internationales

ÉDIFICE "LE SOLEIL" À VENDRE

Édifice "LE SOLEIL", voisin du magnifique parc "Le jardin St-Roch", qui a été inauguré le 26 août 1993.
Il s'agit de quatre (4) bâtiments contigus de béton et d'acier dont le revêtement extérieur est de brique et de blocs de béton. Le tout ayant une aire brute totale de 229 970 pieds carrés de plancher, incluant les sous-sols. Tous ces bâtiments se trouvent dans un quadrilatère formé par les rues Dorchester, St-Vallier Est, de la Couronne et Fleurie.
La propriété comprend aussi deux terrains de stationnements, un sur St-Vallier Est et l'autre sur Arago.
L'utilisation optimale du site à vendre est un usage mixte de type commercial, espaces à bureaux et condominiums résidentiels.
POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS ET UN RAPPORT COMPLET, S'ADRESSER À:
JOSEPH NASRA, ing.
BUR.: (418) 653-0488
PLACE IBERVILLE III
STE-FOY
653-0488
ROYAL LEPAGE
COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ

Les p'tits matins décontractés de la fin de semaine...
Abonnez-vous :
(418) 686-3344
(Québec)
ou au 1-800-463-2362
(régions)
LE SOLEIL

I.C.A.I. L'Institut canadien des affaires internationales
DÉJEUNER-CONFÉRENCE
Le jeudi 23 février 1995, à 11h30
Le directeur
Centre d'études Droit International 1990
Paris
Me OLIVIER RUSSBACH
"ONU contre ONU...
Le droit international confisqué"
Le Cercle de la Gamison de Québec
Etudiants-membres: 20 \$
Membres I.C.A.I./C.Q.R.I.: 25 \$
Non-membres: 35 \$
r.s.v.p.: 656-2462

Microsoft
présente ses **CD-ROM**
chez **MAGMAG**
1354, Maguire, Sillery
le jeudi 23 février à 19h
GRATUIT, mais réservez vos places: 687-1282

ENAP
LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT OFFERTES À QUÉBEC
ÉVALUATION DES PROGRAMMES PUBLICS
28 FÉVRIER-1^{er}-2 MARS 1995
Destinée aux personnes directement impliquées dans l'évaluation des programmes, cette session leur permet de se familiariser avec les concepts de base de l'évaluation, de mieux connaître les méthodes destinées à mesurer les impacts et l'efficacité des programmes et d'analyser les forces et les faiblesses de chacune de ces méthodes. Elle traite notamment des indicateurs de programmes, des stratégies de recherche et des techniques de collectes de données.
COMMENT LIRE LES ÉTATS FINANCIERS DU SECTEUR PUBLIC
15 MARS 1995
Une comptabilité complexe et très différente de celle du secteur privé ne facilite pas la tâche de ceux et celles qui voudraient se faire une juste idée de la situation financière d'un organisme public. Cette session aborde, entre autres, les notions comptables associées à la présentation des états financiers du secteur public. Vous aurez l'occasion de compléter votre formation par la pratique de la lecture d'états financiers.
COMMENT INTERPRÉTER LES ÉTATS FINANCIERS DU SECTEUR PUBLIC
16 MARS 1995
Complémentaire de la précédente, cette session vous familiarise avec des notions telles l'analyse par la méthode de ratios, l'évolution des revenus et dépenses et l'évolution de la dette publique et des charges financières qui s'y rattachent.
Renseignements : France Mailly (418) 657-2485
Université du Québec
École nationale d'administration publique

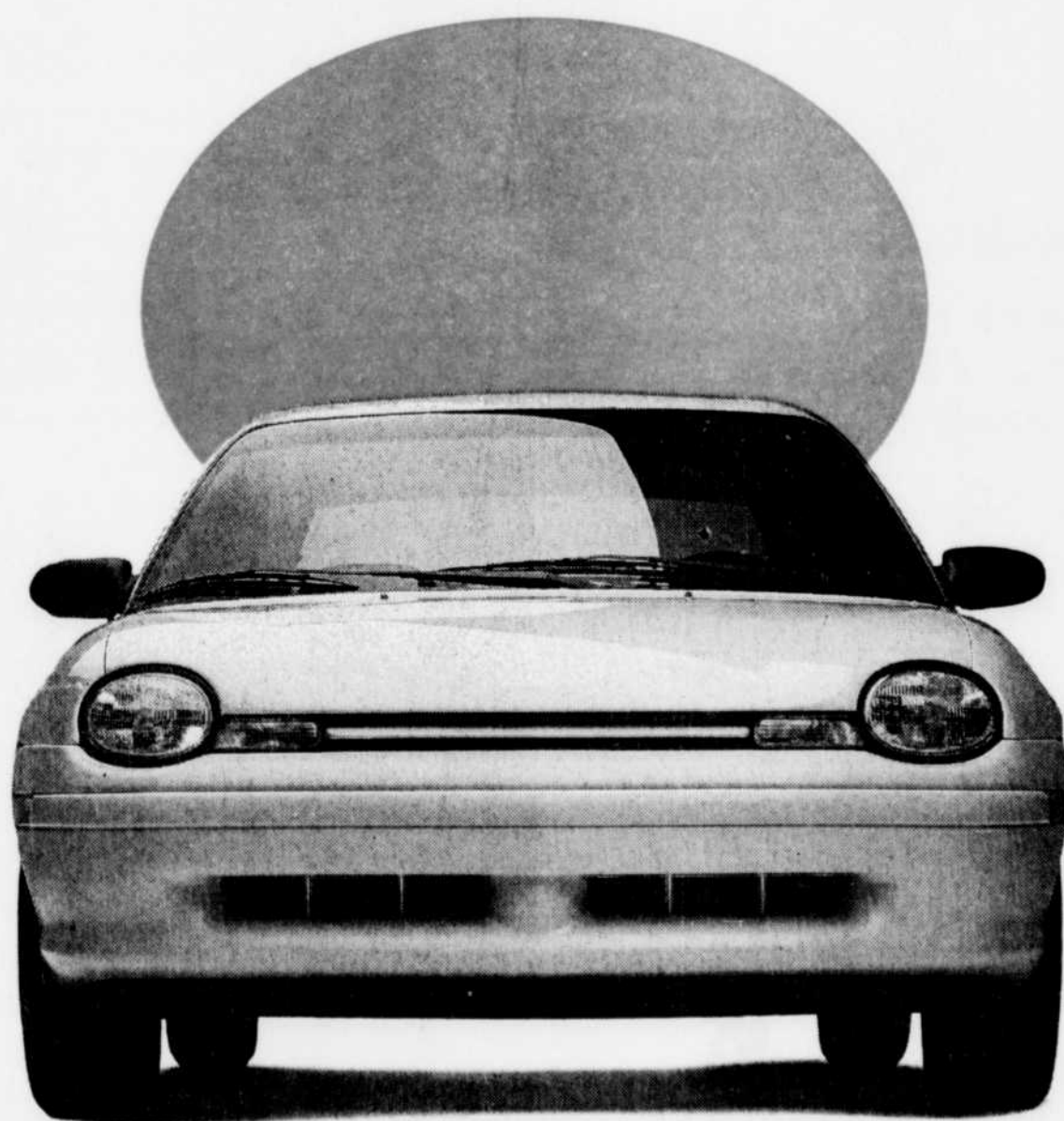
Les spéciaux du client CHRYSLER

Allô le prix!

13 995\$*

Allô la différence!

CLIMATISEUR ET BOÎTE AUTOMATIQUE INCLUS.



C'est le temps plus que jamais de mettre le grappin sur une fringante Neon, la compacte la plus populaire au pays. Passez chez votre concessionnaire Chrysler et profitez de ce généreux rabais sur la «Voiture de l'année en 95» et la «Meilleure voiture économique en 95» selon l'Association des journalistes automobile du Canada.



neon

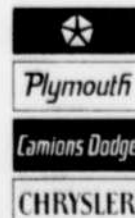
- Ensemble 22D comprenant :
- Coussins gonflables jumelés
 - Poutres de sécurité dans les portières
 - Climatiseur
 - Boîte automatique
 - Moteur 2L à 16 soupapes de 132 ch (98 kw)
 - Espace pour 5 passagers
 - Concept d'habitacle avancé
 - Suspension indépendante aux quatre roues
 - Direction et freins assistés
 - Radio AM/FM stéréo

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.

QUELQU'UN DE FIABLE.



* Le véhicule peut différer légèrement de celui illustré. Cette offre remplace et annule toutes offres précédentes de Chrysler Canada. Frais de transport (600\$) exclus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre d'une durée limitée. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Il peut être nécessaire de commander le véhicule auprès de celui-ci. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



Coopérative agricole de la Côte-Sud

Hausse faramineuse des profits de plus de 100 %

LA POCATIÈRE—La Coopérative agricole de la Côte-Sud a enregistré au cours de son exercice financier se terminant le 31 octobre une spectaculaire augmentation de profits de plus de 100 %.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Cette situation est le résultat des excédents positifs de la participation de la coopérative au groupe Lactel, soit un peu plus de 400 000 \$, qui a propulsé l'excédent net à 1,5 million \$ cette année, comparativement à un peu plus de 800 000 \$ en 1992-93.

Le chiffre d'affaires dépasse légèrement les 87 millions \$, en

hausse de près de 12 %. Devant ces résultats, les coopérateurs ont décidé, en assemblée générale à La Pocatière, de distribuer 200 000 \$ en ristournes.

«Ce sont les effets cumulatifs de notre plan de rationalisation, d'une augmentation de nos ventes et des excédents reçus de notre participation au groupe Lactel, a précisé le directeur général, Gaston Doré. Nous avons même diminué nos frais d'administration de 200 000 \$».

Pour la première fois depuis sa fondation, le groupe Lactel a déclaré des excédents nets d'un peu plus de 6 millions \$, comparativement à une perte de 4 millions \$, ce qui a profité à la coopérative de la Côte-Sud.

Avec un troisième bon exercice financier consécutif, la coopérative agricole régionale a maintenant pris une vitesse de croisière.

Les huit centres de rénovation — la moitié des ventes totales de l'entreprise — ont apporté 65 % du total des excédents engendrés par les activités de la coopérative comparativement à près de 20 % pour les meuneries et les produc-

tions végétales et à 9 % par le transport du lait.

Selon le directeur général de la coopérative, il n'est pas exclu qu'au cours des prochaines années de nouveaux centres de rénovation s'ajoutent sous la bannière CO-MAT. «Il y a des projets dans l'air», a-t-il précisé.

La coopérative possède aussi cinq fermes porcines.

La Coopérative agricole de la Côte-Sud, qui a son siège social à La Pocatière, compte un peu plus de 200 employés, répartis dans une vingtaine de centres d'affaires entre Montmagny et Matane.

Québec maintient le programme d'aide à la prospection minière

MURDOCHVILLE—Le gouvernement du Québec prévoit reconduire, en 1996, le programme d'assistance financière à la prospection minière.

par HENRI MICHAUD
collaboration spéciale

«Nous ignorons, pour le moment, si l'aide sera accordée par le biais d'un programme spécifique pour le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, a déclaré le ministre des Ressources naturelles, François Gendron, lors d'une

visite à Murdochville. L'argent pourrait provenir du programme provincial d'aide aux prospecteurs.»

Selon le ministre Gendron, la découverte d'un ou deux gisements prometteurs serait positive pour la reconduction d'un programme spécifique. «Ce programme soutient la prospection de base et l'exploration minière. La découverte d'indices majeurs apporterait certainement des arguments favorables pour le maintien de l'aide financière, en région.» Selon nos sources, le prochain programme serait toutefois moins généreux que les précédents.

Le ministre a également affirmé que son gouvernement est prêt à faire cavalier seul. «Le fédéral veut mettre fin à l'entente dès 1996 mais nous pourrions maintenir le programme. La Gaspésie possède une richesse souterraine appréciable. D'ailleurs, une vingtaine d'indices minéraux et certains gîtes feront l'objet de travaux supplémentaires.»

Le programme fédéral-provincial, reconduit en 1991, a été instauré en 1987. Chaque année, plus de 1 million \$ sont dépensés pour la prospection de base, l'exploration et la mise en valeur d'indices minéralisés. Des gisements de perlite, d'or et de cuivre ont déjà été découverts.

Le Canada défendra ses producteurs de lait et de volailles

OTTAWA (PC)—Le gouvernement canadien entend défendre ses producteurs de lait et de volaille, advenant une guerre commerciale avec les États-Unis, soutient le ministre de l'Agriculture, Ralph Goodale.

Ottawa adoptera des mesures légales favorables au Canada pour faire échec à toute tentative américaine visant à détruire les offices de mise en marché, a dit hier M. Goodale.

Aux Communes, le critique bloquiste en matière d'Agriculture, Jean-Guy Chrétien, a pour sa part affirmé ne pas être persuadé de la réelle volonté du ministre Goodale.

M. Chrétien a indiqué que la crème glacée et le yogourt seront probablement sacrifiés sur l'autel de l'accord sur le blé de l'Ouest convenus avec les États-Unis, l'été dernier. Près de la moitié des producteurs laitiers se trouvent au Québec.

Du reste, le GATT ayant interdit, en 1989, les tarifs sur la crème glacée et le yogourt, ces deux produits — qui représentent 15 % de l'industrie laitière canadienne de 3,4 milliards \$ — risquent de faire les frais des plaintes américaines.

Le secrétaire américain au commerce, Mickey Kantor, a indiqué à Ottawa qu'il croyait que le Canada violait l'Accord de libre-échange nord-américain en imposant des tarifs variant entre 100 et 300 % sur la crème glacée, le yogourt, les oeufs et le poulet importés des États-Unis.

En vertu du GATT, les tarifs douaniers sont censés disparaître graduellement d'ici six ans, mais les Américains estiment que ce sont les règles de l'ALENA qui devraient être en vigueur, accélérant du coup l'élimination des tarifs.

Le système de gestion de l'approvisionnement du Canada, dont dépendent les offices de mise en marché de la volaille et du lait qui assurent la stabilité des prix, a vivement agacé les États-Unis au cours des négociations sur le libre-échange.

Les producteurs laitiers du Canada se sont opposés à toute discussion pouvant mener à des concessions aux Américains.

«Nous ne voulons pas entreprendre un processus au cours duquel nous renégocierions un contrat signé», a dit le président des PLC, Elvin Hauptstein.

Dès lundi, l'association fera pression auprès du premier ministre Jean Chrétien pour qu'il défende clairement l'industrie laitière canadienne.

Parce que
la confiance,
c'est
important.



LÉPINE CLOUTIER

ans

11 500 foyers de l'est de Portneuf passent à l'ère de la collecte sélective

PONT-ROUGE — Quelque 11 500 foyers de l'est du comté de Portneuf et de l'ouest de la MRC de la Jacques-Cartier passeront à l'ère de la collecte sélective et du recyclage d'ici juin. Les 11 municipalités membres de la Régie intermunicipale de l'est qui gère les déchets sur ce territoire ont accepté unanimement, jeudi soir, d'effectuer ce virage environnemental.

par MICHEL GODIN
collaboration spéciale

Réunis en assemblée ordinaire, les représentants des municipalités de Shannon, Fossambault, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Neuville, Pointe-aux-Trembles, Sainte-Jeanne, Pont-Rouge, Donnacona, Cap-Santé et Saint-Basile (ville et paroisse) ont accueilli très favorablement l'option de trois ans offerte en soumission par la société Via inc., de Saint-Romuald, pour un montant de 38,75 \$ la tonne. Via proposait aussi une entente de cinq ans au tarif de 48,75 \$ la tonne qui fut toutefois écartée.

Surpris

« J'avoue que je suis un peu surpris que nous ayons obtenu un tarif aussi bas malgré le fort taux de kilomètres à parcourir sur le territoire. Je m'attendais plutôt à payer autour de 50 \$ la tonne ».

a indiqué M. Paul-Eugène Parent, président de la Régie intermunicipale de l'est de Portneuf et maire de Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge.

Si ce dernier s'est dit agréablement surpris, il en fut tout autant pour ses confrères qui, pour la plupart, étaient beaucoup moins optimistes.

Certains avançaient même que le prix à payer excéderait les 100 \$ la tonne. Mais, selon M. Marc André Trudel, secrétaire du village de Pont-Rouge, le déblocage du marché du recyclage et la forte concurrence dans ce milieu ont contribué à cette chute du prix.

1500 tonnes de matières recyclables par année

La Régie, qui gère le terrain d'enfouissement de Pointe-aux-Trembles, s'attend à ce que la société Via recueille annuellement entre 1000 et 1500 tonnes de

matières recyclables (papier, plastique, métal et verre), ce qui représente 7 % à 8 % des ordures domestiques actuellement amassées sur son territoire.

«Après trois ans, cette proportion a tendance à atteindre 50 % selon les expériences vécues dans d'autres régions», souligne M. Parent.

Rentable sur le plan écologique, cette opération le sera aussi pécuniairement puisque la Régie verra la durée de vie de son dépotoir prolongée.

Une subvention de 9 \$ par année

Par ailleurs, la Régie intermunicipale de l'est de Portneuf pourra compter sur une subvention de 9 \$ par foyer de Recyc-Québec pour compenser le coût d'achat et de distribution des bacs et la mise en place d'un programme de sensibilisation.

Pour ce qui est du ramassage, M. Parent espère qu'il prendra son envol dès mai, Mois de l'environnement au Québec. D'ici là, la Régie devra cependant faire changer sa charte, qui n'autorise actuellement que l'enfouissement des ordures.

Les meilleurs taux **9,25%**

sans risque, sans frais**

Les meilleurs

RER

LÉVESQUE
BEAUBIEN
GEOFFRION

1-800-550-TAUX

* Émetteur : Province de Québec. Échéant le 26 avril 2000.
** Si le placement est gardé jusqu'à l'échéance. Taux sujet à changement sans préavis.

TOUS LES DIMANCHES
DANS LES ANNONCES CLASSÉES



Chronique vétérinaire

Un rendez-vous à ne pas manquer pour ceux qui aiment la vie animale et désirent enrichir leurs connaissances.



LE SOLEIL



Premier Toit

Crédit d'impôt à l'achat d'une première propriété.

Jusqu'à **4000\$**
sur une résidence neuve

ou jusqu'à **3000\$**
sur les travaux de rénovation d'une résidence existante

Conscient de l'importance de faciliter l'accession à la propriété et de soutenir l'industrie de la construction et de la rénovation résidentielles, le gouvernement du Québec a instauré, pour une période d'un an, le crédit d'impôt PREMIER TOIT.

PREMIER TOIT offre un crédit d'impôt à toute personne qui accède pour la première fois à la propriété résidentielle et qui acquiert, après le 20 décembre 1994 et avant le 1^{er} janvier 1996, une résidence neuve ou une résidence existante qui nécessite des travaux de rénovation d'au moins 10 000 \$.

Renseignements:
Pour en savoir davantage, vous pouvez vous adresser à la Société d'habitation du Québec aux numéros suivants:
643-7676
(Région de Québec)
1800 463-4315
(Extérieur de Québec, sans frais)
ou à l'un des bureaux du ministère du Revenu du Québec, ou de Communication Québec.

Québec

Pare-brise blessé?



Souriez!

En tout temps avec l'assurance auto Desjardins

Lorsqu'un remplacement n'est pas nécessaire, vous pouvez faire réparer votre pare-brise sans frais et sans subir d'augmentation de prime*.

On vous en donne plus pour votre argent!

JUSQU'AU 15 MARS
FAITES RÉPARER VOTRE PARE-BRISE CHEZ VITROPLUS ET RECEVEZ EN PLUS **10 \$ COMPTANT!**

Passez à votre caisse Desjardins
OU
téléphonez au **1 800 567-2423**
du lundi au vendredi de 8 h à 20 h,
et le samedi de 8 h à 16 h.

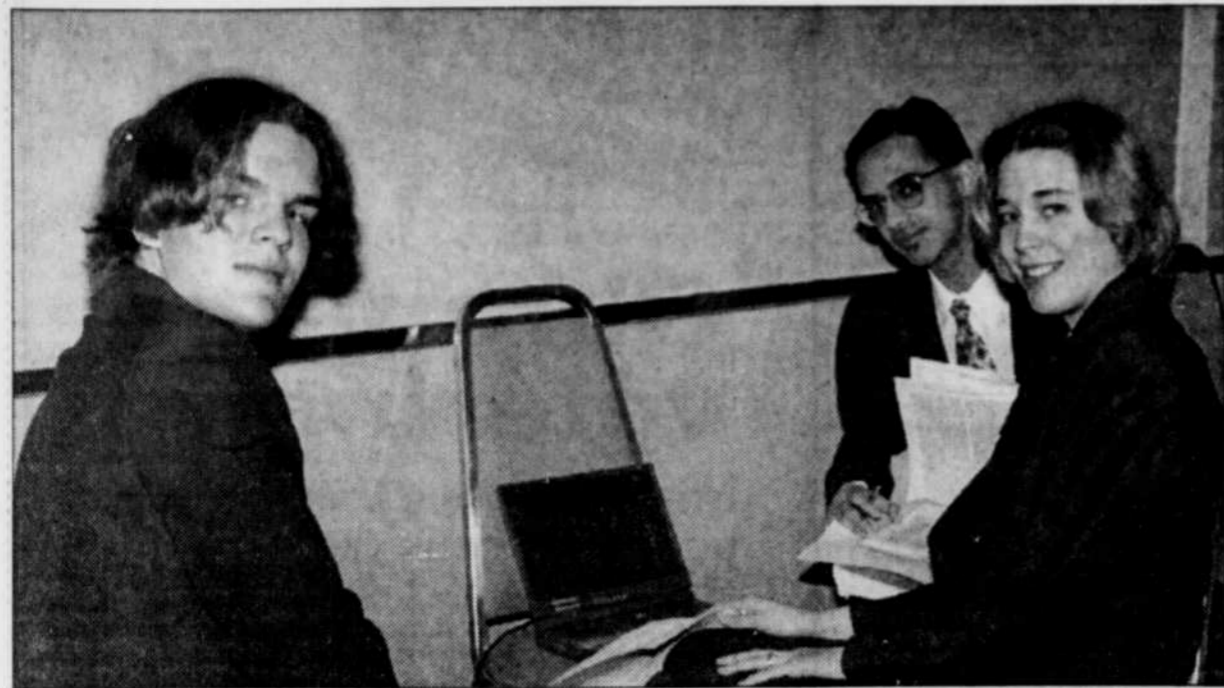


Assurances générales des caisses Desjardins

* Certaines conditions s'appliquent. Valable pour les clients de Desjardins assurés contre le bris des vitres.

Nadeau cite le cas de la Slovénie

Le Canada et les États-Unis devront reconnaître le Québec



Avec toute la fougue de la jeunesse, Stephan Rodgers, du New Hampshire, Katherine Smart, de Colombie-Britannique, et Milan Sevak, de Chicago, se préparent à défendre leur point de vue devant l'ONU des jeunes, à Boston.

BOSTON — S'ils veulent être cohérents avec le discours qu'ils tiennent sur la scène internationale, le Canada et les États-Unis devront reconnaître un éventuel Québec souverain.

textes de FRANÇOIS POULIOT
LE SOLEIL

C'est ce qu'a soutenu hier le nouveau délégué du Québec à Boston, l'ex-journaliste Pierre Nadeau, en marge d'une petite réception donnée en l'honneur des délégués de Laval qui participent à la quarantième simulation de l'ONU de Harvard.

«Le Canada et les États-Unis ont reconduit avec la Slovénie tous les traités qu'ils avaient conclus avec l'ex-Yougoslavie. Ils ont appliqué la théorie de la succession d'États et je ne vois pas pourquoi ils ne l'appliqueraient pas avec le Québec», a affirmé M. Nadeau.

Nouvelle république de l'Est, la Slovénie s'est adressée au Tribunal international de La Haye quelque temps avant l'éclatement de la fédération yougoslave. «Vers 1992-



93, le Secrétaire général de La Haye a fait parvenir une lettre à tous les pays adhérents à la convention. Il y était stipulé qu'à moins de notification contraire dans un délai imparti, tous les accords conclus avec la Slovénie seraient réputés en vigueur. Le Canada et les Américains n'ont pas donné d'avis signifiant leur désaccord», a dit M. Nadeau.

Le nouveau délégué a aussi indiqué que le Canada avait encore adopté le même comportement avec les nouvelles républiques tchèques et slovaques.

Arrivé à Boston depuis cinq semaines, il soutient que le Québec n'a pas à s'inquiéter et que l'Oncle

Sam reconnaîtra ses voisins du Nord. «Personne ici ne manifeste d'inquiétude. Ils en ont vu d'autres. Ça fait tellement longtemps qu'ils nous observent se taper dessus. Depuis Favreau jusqu'à Charlot-tetown».

Pourtant, dans un article publié samedi dernier dans le *Boston Globe* — le journal le plus influent de la Nouvelle-Angleterre — le journaliste Colin Nickerson affirme: «... quand on leur parle privé-ment, plusieurs diplomates américains soutiennent que les États-Unis sont profondément opposés à un Québec indépendant et vont suivre la décision d'Ottawa lorsqu'il s'agira de reconnaître ou non le Québec».

Pierre Nadeau réplique qu'il est toujours facile d'avancer des choses sans vouloir que son nom soit publié. «J'ai beaucoup plus confiance dans la parole d'un Bill Clinton qui dit publiquement qu'il veut créer une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de feu».

L'ancien journaliste n'aime pas qu'on le qualifie de souverainiste. Il se présente plutôt comme un fédéraliste déçu. «Je pense que voter oui au référendum, c'est la seule façon de faire bouger les choses».

Plaidant dans une langue qui n'est pas la leur, face à des adversaires stressés

Difficile, la vie des jeunes délégués de Laval

«Si ça continue comme ça, je pense que je vais arrêter. Je suis tannée. Tu leur dis que tu es Québécoise et de faire attention de ne pas parler trop vite, ils redoublent presque de vitesse.»

Anik Desmeules était pas mal déprimée, hier après-midi. Elle est sortie quelques secondes dans le corridor pour se changer les idées. Avant de retourner devant le «Legal Committee», qui se penche sur la question des sidéens et des voyages internationaux, elle a pris une grande respiration et lâché: «Pourtant, ils sont en train de reprendre presque exactement mon idée!»

Pas facile la vie des délégués de Laval. La plupart doivent défendre leur position dans une langue qui n'est pas la leur, mais ils doivent surtout se battre contre plusieurs rivaux américains épiés par leurs professeurs. Les performances sont notées et les élèves stressés.

Il fallait voir les débats de la Cour internationale de justice vendredi soir pour constater à quel point la pression est forte. Les 15 juges ont passé la soirée à se disputer entre eux, constamment en désaccord sur ce qui était pertinent ou non à l'affaire. Le pire, c'est que les avocats n'étaient même pas encore là...

Seulement à marcher dans les corridors, on sent l'anxiété. À gauche et à droite, des délégués sont assis par terre et tapent à un rythme effréné sur leur portatif les amendements qu'ils ont décidé d'apporter à leur résolution.

«Il faut que je te laisse, je n'ai pas beaucoup de temps pour l'instant, on remettra ça plus tard, ok», a dit hier Stephan Berds, un

New-Yorkais qui, lui, jouait même du clavier dans l'ascenseur!

David Larson est l'un des responsables de toute cette agitation. Depuis 38 ans, il enseigne le droit international à l'Université du New-Hampshire. «80% de mon évaluation est basée sur la recherche préliminaire qu'a faite l'étudiant, explique-t-il, les 20% qui restent, il les gagne ici, dépendamment du succès qu'il obtient. S'il peut faire passer sa résolution, c'est de bons points pour lui.»

Larson parle de la simulation comme d'un outil idéal d'apprentissage. «Ils apprennent rapidement. Leurs facultés intellectuelles et émotionnelles interagissent sans cesse.»

Et cette pression écrasante? «C'est le monde d'aujourd'hui. Il faut apprendre à travailler avec elle. Tu sais ce qu'est un deadline,

toi», répond aussitôt le professeur, en ajoutant que trois de ses anciens élèves ont accédé à l'ONU, la vraie.

Si la fac embarquait

La plupart des étudiants de Laval confiaient hier qu'ils aimeraient bien que l'exercice puisse leur être crédité, à eux aussi, comme un cours. «Ça nous permettrait de consacrer plus de temps à nos recherches, d'être conseillés par un professeur et probablement que l'université développerait davantage ses ouvrages sur l'état du monde. Pour l'instant, c'est pauvre», disait l'un d'eux.

Et pauvre, ça pourrait bien le rester encore un certain temps faute de budget. La faculté de droit, qui a pourtant envoyé une trentaine de ses étudiants à Boston, n'a pas versé un sou pour le voyage...

François Arsenault, 25 ans, juge à la cour internationale

BOSTON — À 25 ans, François Arsenault est devenu vendredi le premier magistrat québécois à accéder à la Cour internationale de justice de La Haye. Pas mal pour un gars qui attend encore son bac en droit!

Apprenti juriste, Arsenault possède en plus une formation de politologue. Il est sur le banc en compagnie de 14 autres délégués. Deux affaires sont au rôle. L'une concerne le détournement de l'Achili Lauro en 1985, l'autre est toujours devant la vraie Cour

internationale et porte sur l'attaque américaine de deux plateformes de forage iraniennes en 1987.

Vendredi, la Cour a décidé d'aborder en premier lieu l'affaire égyptienne. Plaçons les faits. À l'époque, des terroristes avaient pris en otage des citoyens américains sur le fameux bateau, avaient réussi à gagner l'Égypte et, au terme de négociations, s'étaient fait remettre un avion en échange de la libération des Américains.

Sauf qu'une fois dans les airs, les chasseurs de l'Oncle Sam se sont pointés et ont forcé l'appareil égyptien à descendre en Italie. L'Égypte demande des excuses publiques.

C'est probablement la seule cause qui pourra être tranchée. Parce qu'arsenault est le seul membre du groupe à étudier en droit. Si certains n'ont pas de difficultés à suivre la parade, d'autres l'étreinte ayant l'écoute fort développée lorsque leur propre langue s'agit.

«Je suis très content, mais je dois dire que je m'attendais à un peu mieux. On s'attarde souvent sur des choses qui ne me semblent pas très pertinentes», a humblement dit Arsenault à sa sortie après la première séance.

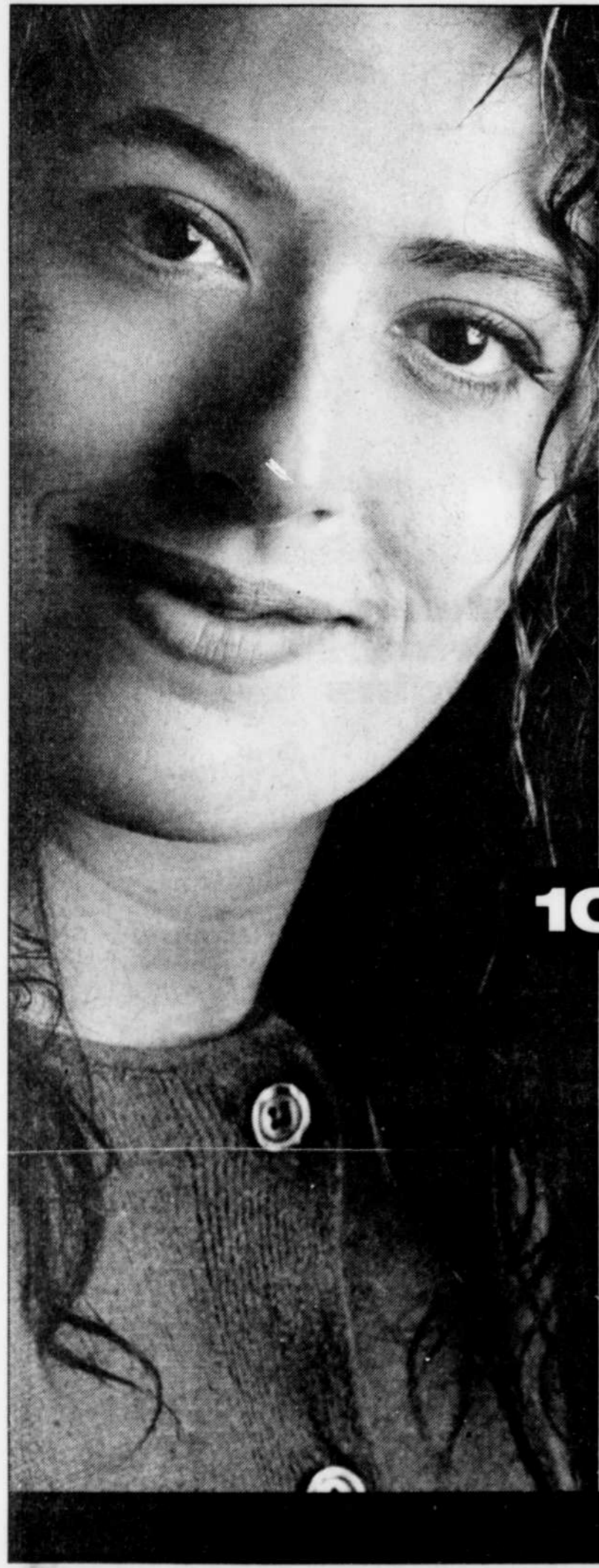
S'attarder est un euphémisme. Une soirée qu'il a fallu à tous les juges pour savoir quelles questions ils devraient poser aux témoins qui allaient défilier le lendemain. Et encore, on ne s'est pas entendu, c'est le chronomètre qui a forcé l'ajournement.

Hier, les avocats sont entrés en scène. Pour le jeune juriste, l'affaire est soudain devenue beaucoup plus passionnante. L'étudiant américain qui représentait la Maison Blanche a drôlement bien plaidé. L'avocate égyptienne s'en est aussi bien tirée. «On commence à jongler avec des principes de droit. C'est pas mal plus le fun. Et puis comme juge, je vois ce à quoi je mords. Plus tard quand je devrai plaider, je vais me rappeler quelques trucs. On devrait tout pouvoir jouer le rôle lors de notre passage à la faculté» a dit le représentant du Venezuela.

En soirée, contrairement à la procédure habituelle, on a commencé à entendre les témoins, même si les avocats avaient déjà plaidé. Des étudiants d'Harvard se sont notamment présentés à la barre sous les traits du pilote égyptien et d'un pilote américain.

Au terme de ce défilé, le juriste et ses pairs devront entre autres décider si l'avion détourné était sous contrôle civil ou sous celui de l'État au sens de différentes conventions internationales. Ils devront aussi prendre en compte des notions telles que le «hot pursuit» (droit de poursuivre au-delà de ses frontières) ou la légitime défense (crainte de nouvelles attaques terroristes).

Deux questions sont sur les lèvres des observateurs. Qui gagnera?, mais surtout: combien de temps durera le délibéré?!



«Des REER? C'est génial pour acheter notre première maison.»

100% d'accord!

Avec le Régime d'accès à la propriété (RAP), vous pouvez utiliser vos REER comme mise de fonds sur votre première maison. Du même coup, vous bénéficiez d'un avantage fiscal très intéressant. Renseignez-vous auprès de votre conseiller Desjardins pour connaître les critères d'admissibilité à ce programme.

Les REER Desjardins permettent à chacun d'épargner selon sa capacité. Il suffit parfois de quelques dollars par semaine et le REER par versements est le meilleur moyen pour commencer.

La caisse populaire Desjardins

ACCUMULATION DANS UN REER PAR VERSEMENTS			
COTISATION HEBDOMADAIRE	10 ans	20 ans	30 ans
15 \$	11 515 \$	36 365 \$	90 010 \$
20 \$	15 350 \$	48 480 \$	120 020 \$
30 \$	23 025 \$	72 725 \$	180 025 \$
50 \$	38 370 \$	121 205 \$	300 050 \$

Calcul basé sur des versements hebdomadaires versés dans un REER épargne stable au taux de 5% par an. À la fin de chaque année, les montants accumulés ont servi à acheter un certificat de dépôt à terme au taux de 8% par an.

ÉPARGNE et PLACEMENT Desjardins REER

QUELQUES DOLLARS PAR SEMAINE SUFFISENT POUR COMMENCER. MAIS IL FAUT COMMENCER!

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Un vétérinaire, un audioprothésiste et un pharmacien Punis pour avoir mis de côté leur sens professionnel

MONTREAL (PC) — L'appât du gain constitue le mobile à l'origine des démêlés qu'ont eues récemment un médecin vétérinaire et un audioprothésiste avec leur corporation professionnelle.

par ROLLANDE PARENT
de la Presse canadienne

Les circonstances de leurs écarts déontologiques ainsi que la sanction imposée sont exposées dans la dernière livraison du *Droit disciplinaire Express* de la Société québécoise d'information juridique.

Le médecin vétérinaire Roland Seyer, de Roxton Falls, à l'est de Saint-Hyacinthe, avait monté tout un stratagème pour vendre des médicaments vétérinaires sur une grande échelle, à bons prix, dans plusieurs régions du Québec, avec l'aide du pharmacien Daniel Bond, du groupe Essaim, d'Acton Vale, ainsi que du démarcheur Raynald Bilodeau.

Ce dernier visitait des éleveurs dans les régions de l'Estrie, Shefford, Drummondville, Beauce, Bellechasse et Kamouraska pour leur offrir, à bons prix, des médicaments pour leurs animaux, soit entre 10% et 25% moins cher que le prix régulier.

Ceux qui se montraient intéressés recevaient peu après la visite du vétérinaire Seyer qui, le plus clair du temps, ne visitait pas les animaux et dressait des ordonnances devant être exécutées chez le pharmacien Bond, ce qui lui valait une ristourne de 6% sur les ventes réalisées grâce à lui.

Dans certains cas, le vétérinaire Seyer réclamait une partie de ses

honoraires auprès du gouvernement par le biais du Programme d'amélioration de la santé animale au Québec.

Pour une année seulement d'activités, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec a évalué que cette combine avait permis aux deux complices de vendre pour un demi-million\$ de médicaments, ce qui a valu au vétérinaire des ristournes totalisant 73 000\$.

Pendant les six mois durant lesquels l'ordonnance était valide, l'éleveur pouvait en demander le renouvellement à volonté. M. Seyer collectait, encore là, sa ristourne de 6%.

Dans certains cas, le vétérinaire vendait lui-même les médicaments requis par les éleveurs. Daniel Bond veillait à lui en laisser à sa disposition, ainsi que des factures vierges. La ristourne s'appliquait toujours.

Le vétérinaire Seyer a même poussé l'audace jusqu'à adresser à des éleveurs une liste des médicaments disponibles à des coûts alléchants.

Des vétérinaires l'ont finalement dénoncé à sa corporation professionnelle.

La façon de faire du vétérinaire Seyer constituait un véritable danger autant pour les éleveurs que pour le public consommateur.

«De la façon dont il a exercé ses activités professionnelles, le vétérinaire Seyer a laissé l'éleveur sur l'impression qu'il pouvait soigner lui-même ses animaux sans qu'ils aient été préalablement examinés par un vétérinaire.

«De ce fait, il amenait l'éleveur à utiliser d'une façon inconsidérée et dangereuse des médicaments dont il ignorait tout à fait la portée et les dangers pour le troupeau et les consommateurs utilisant les produits provenant de ces animaux», écrit le comité de discipline de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

«La consommation sans nécessité ou excessive de médicaments peut s'avérer nocive et dangereuse pour la santé des animaux et ultimement pour celle du public consommateur», ajoute-t-il.

Le vétérinaire Seyer a écoupé une amende de 12 000\$ et a été radié pour une période d'un an. D'autre part, l'audioprothésiste François Laplante, de Sherbrooke, a dû payer une amende de 12 000\$ et a été radié pour cinq mois.

Il a été démontré qu'il avait facturé à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, en 12 occasions, des services professionnels qu'il avait rendus lui-même alors qu'il prétendait qu'ils avaient été rendus par le manufacturier des prothèses auditives déficientes.

L'audioprothésiste Laplante a également caché à un bénéficiaire que la CSST contribuait pour la somme de 940\$ à l'achat d'une prothèse auditive de 1640\$.

Ce tour de passe-passe lui a permis d'encaisser les deux montants.

Rappel possible de 600 000 voitures japonaises

Des ceintures de sécurité se détachant d'elles-mêmes

OTTAWA (PC) — Quelque 600 000 voitures de fabrication japonaise, vendues au Canada entre 1986 et 1991, font actuellement l'objet d'une enquête. On soupçonne les ceintures de sécurité de ces véhicules de se déboucler lors d'un accident.

Cette vérification fait suite à 18 plaintes déposées par des automobilistes, a indiqué hier à Ottawa un responsable du ministère fédéral des Transports, Paul Marriner, précisant que personne n'avait été blessé ou impliqué dans un accident.

Selon M. Marriner, 12 de ces plaintes étaient relatives à un bris de boucle, les six autres concernant le mécanisme de verrouillage de la ceinture. Dans ces derniers cas, a-t-il précisé, la boucle semblait bien bloquée mais, en fait, ne l'était pas.

«S'il y a un problème de verrouillage et que vous avez un accident, il est clair que le système ne fonctionnera pas comme il se doit», a dit M. Marriner.

De Honda à Suzuki

Les véhicules concernés ont été fabriqués et vendus par Honda, Nissan, Mazda, Mitsubishi, Subaru, Suzuki et Isuzu, d'autres, également de fabrication japonaise, ayant été mis en marché par General Motors et Chrysler.

Leurs propriétaires peuvent vérifier l'état des ceintures de sécurité en s'assurant qu'elles sont bien bloquées une fois leur verrou

enclenché, a indiqué le responsable fédéral.

Six millions d'automobiles

Selon le quotidien *Detroit News*, les ceintures ont été fabriquées par la firme Takata et ont été installées dans six millions d'automobiles, fourgonnettes, camionnettes et véhicules de sport vendus au Canada et aux États-Unis.

Selon M. Marriner, si l'enquête permet d'identifier un défaut de fabrication, les véhicules concernés feront vraisemblablement l'objet d'un rappel.

Une telle mesure coûterait 1 milliard\$US au fabricant, a estimé le *Detroit News*.

Aux États-Unis, 177 automobilistes ont déposé une plainte auprès de l'organisme national de sécurité routière, 16 incidents ayant été rapportés par celui-ci.

Neuf accidents y ont eu lieu et trois poursuites ont été intentées, bien que personne n'ait été tué ou blessé.

Solutions REER

LES REER... UNE AFFAIRE DE FAMILLE!

Notre régime fiscal est ainsi fait que deux personnes ayant chacune un revenu annuel de 30 000 \$ paient moins d'impôt au total qu'une seule personne ayant un revenu annuel de 60 000 \$. C'est pourquoi la mise sur pied de ce que l'on appelle le «régime du conjoint» devrait être sérieusement envisagée par les couples qui veulent maximiser leur revenu de retraite.

Dans un tel REER au nom du conjoint, un contribuable peut verser des cotisations basées sur son propre revenu; le REER appartient à l'autre mais c'est le contribuable qui cotise qui bénéficie de la déduction fiscale. Ce régime permet à chaque conjoint d'avoir sa source de revenus à la retraite et ainsi de diminuer la facture d'impôt du couple. Et, rappelons-le, depuis l'an dernier, Revenu Canada traite les conjoints de fait sur le même pied que les personnes mariées.

Par exemple, Louise aura peu de revenus de retraite autres que les

rentes de l'État. Au moment de sa retraite, son taux marginal d'imposition sera de 34 % alors que celui de Paul, son conjoint, se situera à 47 %. Au fil des ans, Paul a cotisé au REER de Louise, pour ajouter aux cotisations qu'elle faisait elle-même. À la retraite, parce que leurs revenus seront répartis entre eux deux, ils disposeront de 0,13 \$ de plus pour chaque dollar de retraite provenant du régime de Louise. Avec cette stratégie, chaque année un couple pourrait voir son revenu de retraite disponible après impôt augmenter de façon appréciable.

Dans cet ordre d'idées, soulignons que l'année 1994 est la dernière pour laquelle les contribuables pourront transférer jusqu'à 6000 \$ de revenus provenant d'un régime de pension d'un employeur dans le REER du conjoint afin de répartir les revenus à la retraite. Cela devra se faire au plus tard le 1^{er} mars 1995.

La caisse populaire Desjardins



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Un diplôme de 2^e cycle, un MBA ou une M.Sc. en sciences de l'administration vous intéresse ? L'UNIVERSITÉ LAVAL VOUS PROPOSE DES SÉANCES D'INFORMATION GRATUITES

LÉVIS

Mercredi 22 février 1995
De 12 h à 13 h 30
Confédération des Caisses populaires Desjardins
100, avenue des Commandeurs, Lévis
Salle Desjardins

Doyenne

des universités

canadiennes

et des universités

francophones

en Amérique,

l'Université Laval

appuie le progrès

et l'ouverture

de la société en

alliant formation

de qualité

et développement

du savoir.

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des sciences de l'administration

LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI

SAINTE-FOY

Judi 9 mars 1995
De 12 h à 13 h 30
Édifice Iberville IV/Xérox
2954, boul. Laurier, Sainte-Foy
Salle Recto-Verso, 7^e étage

QUÉBEC (LE MESNIL)

Judi 16 mars 1995
De 11 h 30 à 13 h 30
Complexe d'affaires Le Mesnil/CEQ
1170, boul. Lebourgneuf, Québec
Salon Vert, 3^e étage



Apportez votre lunch!

Boissons froides et desserts gratuits

OFFREZ-VOUS PLUS QU'UN DIPLÔME!

Une formation solide, avec un corps professoral renommé et cosmopolite, proposant une pédagogie ouverte sur le monde, sur un campus doté de tous les services.

OFFREZ-VOUS la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval.

Renseignements:

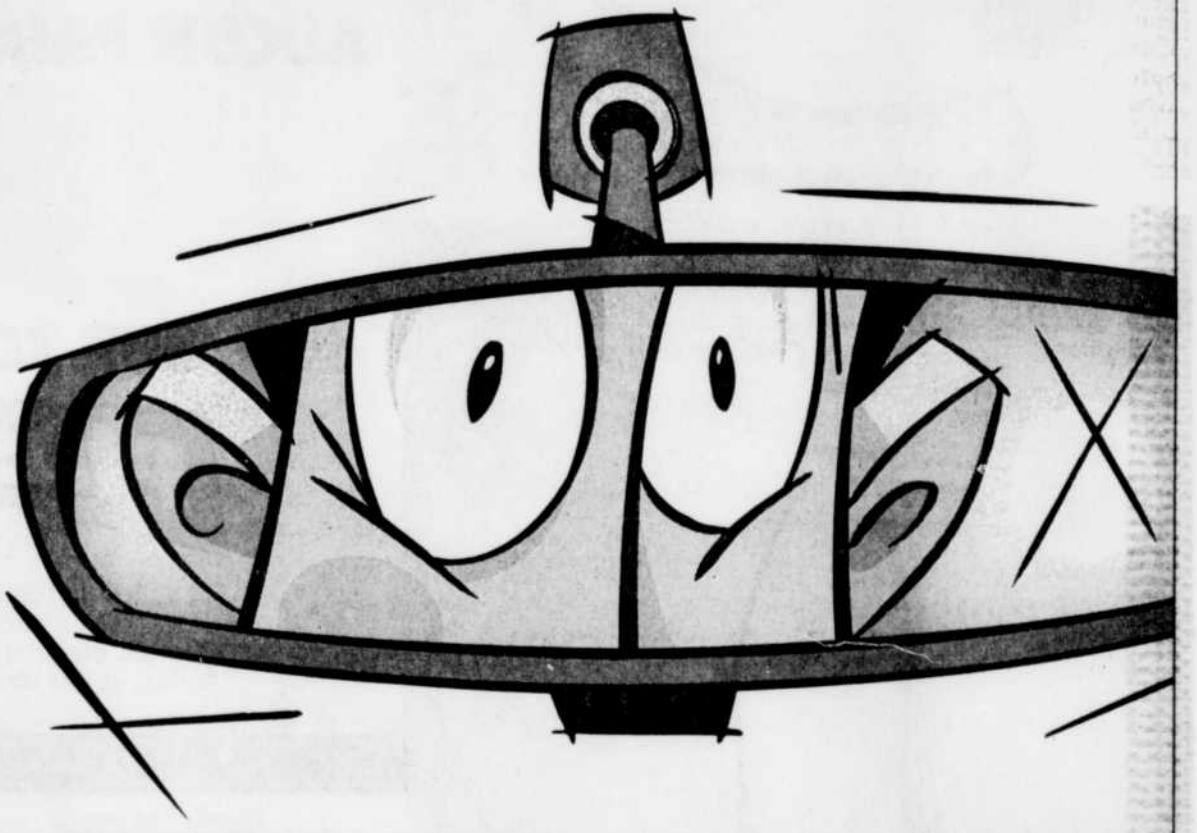
Diplôme et MBA plan A, 656-3521

MBA plan B et M.Sc., 656-7325

FSA Faculté des sciences de l'administration

Compétitivité et entrepreneurship

Coffre enfoncé?



Souriez!

En tout temps avec l'assurance auto Desjardins

- vous ne payez pas pour les erreurs des autres si vous êtes victime d'un accident dont vous n'êtes aucunement responsable;¹
- absolument rien à payer : aucune franchise², aucune augmentation de prime.

On vous en donne plus pour votre argent!

Passez à votre caisse Desjardins

OU

téléphonez au 1 800 567-2423

du lundi au vendredi de 8 h à 20 h, et le samedi de 8 h à 16 h.



Assurances générales des caisses Desjardins

1. Au moment de l'accident impliquant un autre véhicule, vous devez être assuré chez Desjardins et aucune responsabilité ne doit vous avoir été attribuée.

2. En cas de délit de fuite, la franchise s'applique.

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Dur à battre, pour un

RER

9,25%*

LÉVESQUE BEAUBIEN GEOFFRION

1-800-550-TAUX

* Émetteur : Province de Québec Écheant le 26 avril 2000

Taux sujet à changement sans préavis.

DÉBUTE SAMEDI! JUSTE 2 JOURS!

GAGNEZ UN VOYAGE POUR 2 À HAWAII DE 5000\$!

GAGNEZ L'UN DES 5 BBQ "FIESTA" UN PAR MAGASIN

GAGNEZ L'UN DES 5 MOBILIERS DE PATIO UN PAR MAGASIN

RAFRAÎCHISSEMENTS GRATUITS

Leon
DEPUIS 1909

LUAU

"FÊTE HAWAÏENNE"



Il peut faire froid à l'extérieur, qu'importe vous êtes invités à la Fête la plus chaude en ville! C'est le "LUAU" de Léon et nous vous offrons des prix de vente fondants dans chaque département, un financement hors-pair et une chance de gagner un voyage à Hawaii, et davantage! Amenez toute la famille. Tous (excepté Don Ho) seront là. C'est une Fête à ne pas manquer!

RIEN À PAYER AU MOMENT DE L'ACHAT!*
MÊME PAS LES TAXES!*
ABSOLUMENT AUCUN ACOMPTE!* AUCUN INTÉRÊT!
AUCUN PAIEMENT MENSUEL! RIEN À PAYER DURANT

UN AN!

SUR TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN!

PLUS PRIX DE VENTE FONDANTS

Sur salles de séjour, salles à dîner, chambres à coucher, fauteuils, matelas, dînettes, électroménagers, électroniques, tables, unités murales et beaucoup plus!



CANAPÉ D'ALLURE CHALET
699\$



Admiral
ENSEMBLE DE GRANDE CAPACITÉ!

LAVEUSE ET SÈCHEUSE
748\$



BERCANT ET PIVOTANT
199\$



DINETTE 7 PIÈCES
499\$

PLUS RABAIS DE 10% SUR TOUS LES ACCESSOIRES



TABLES FINIES CHÊNE
99\$ CH.

Choisissez n'importe quelle lampe, cadre, miroir, arbre artificiel, arbre suspendu, cactus ou autre article de décoration parmi le plus grand choix au Canada et vous obtenez un rabais additionnel de 10% sur notre plus bas prix de tous les jours!

ARTICLES OFFERTS JUSQU'À ÉPUISEMENT DU STOCK

DATE: SAMEDI 18 FÉVRIER ET DIMANCHE 19 FÉVRIER
RSVP: PAS NÉCESSAIRE
TENUE: VÊTEMENT D'ÉTÉ

Remplissez ce coupon et déposez-le dans un endroit indiqué pour gagner de beaux prix. Aucun achat nécessaire.

S.V.P. ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom M, Mme, Mlle _____
Adresse _____ App. # _____ Ville _____
Province _____ Code Postal _____ Tél. _____
Signature _____



Limite d'un coupon par famille. Age requis, 18 ans et plus. Les employé(e)s de Léon et leurs parents immédiats ne sont pas éligibles. Les chances de gagner sont dépendantes du nombre total de bulletins reçus.

VANIER 100, Chabot à proximité des Halles Fleur de Lys 683-9600
SAINTE-FOY 2600, boul. Laurier Place de la Cité 657-6902
LÉVIS 300, côte du Passage Galeries Chagnon 835-0606

OUVERT AUJOURD'HUI
de midi à 21 h
SAMEDI de 9 h à 17 h **DIMANCHE** de midi à 17 h

*S.A.C. le solde incluant les taxes et les frais d'administration dûs le 15 février 1996. Non applicable sur les achats antérieurs et les items en soldes.



VANIER



SAINTE-FOY



LÉVIS

3 MAGASINS FACILES D'ACCÈS

CHOIX IMPOSANT CHOIX DIFFÉRENT ATMOSPHERE INVITANTE